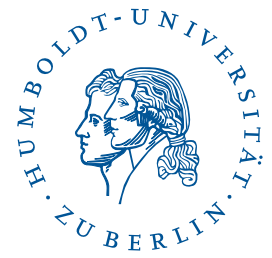
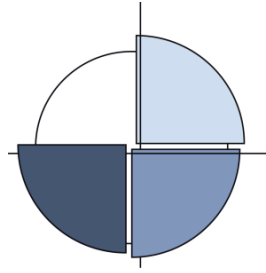


Repräsentationen sozialer  
Ordnungen im Wandel

Sonderforschungsbereich 640

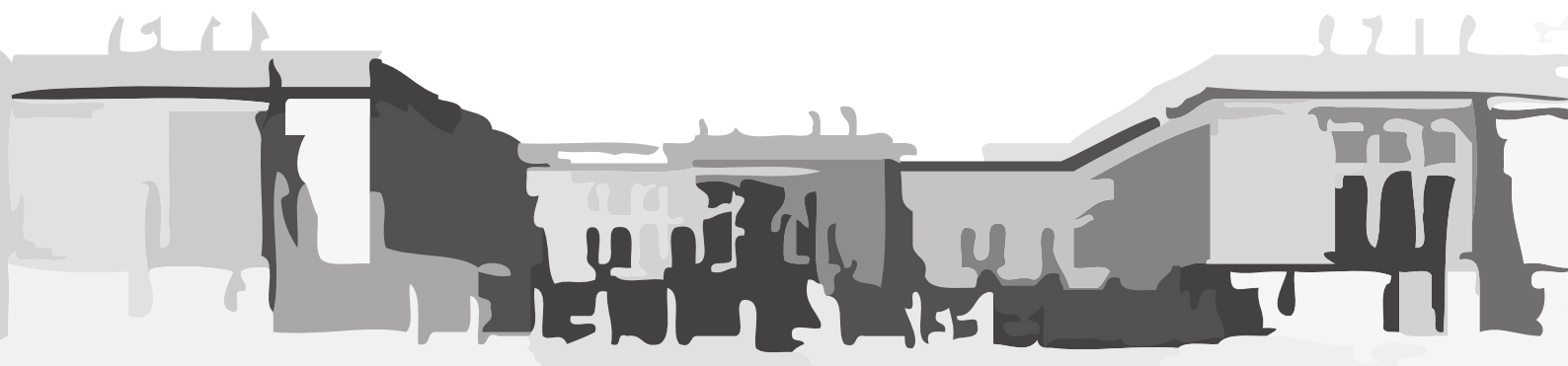


*Collectif d'auteurs*

## Savoir et ordre social

Une critique de la société du savoir

*Avec un commentaire de Stefan Beck*



## Working Papers des Sonderforschungsbereiches 640, Nr. 4/2011

Schriftenreihe des Sonderforschungsbereiches 640: „Repräsentationen sozialer Ordnungen im Wandel“ in Zusammenarbeit mit dem Dokumenten- und Publikationsserver (edoc) der Humboldt-Universität zu Berlin.

ISSN: 2190-314X

Redaktion: Matthias Braun, Vincent Houben, Stefan Kirmse, Reet Tamme

V.i.s.d.P.: Vincent Houben

*Christiane Reinecke, Jörg Feuchter, Regina Finsterhölzl, Andrea Fischer-Tahir, Friedhelm Hoffmann, Simone Holzwarth, Maren Klotz, Michi Knecht, Verónica Oelsner, Nurhak Polat, Reet Tamme et Johan Wagner*

### Savoir et ordre social: Une critique de la société du savoir

*Avec un commentaire de Stefan Beck*

*Traduit de l'allemand par Anne Joly, en collaboration avec Friedhelm Hoffmann*

#### *Zitationsempfehlung:*

Collectif d'auteurs, *Savoir et ordre social: Une critique de la société du savoir. Avec un commentaire de Stefan Beck. Traduit de l'allemand par Anne Joly, en collaboration avec Friedhelm Hoffmann, in: Working Papers des Sonderforschungsbereiches 640 4/2011, <http://edoc.hu-berlin.de/series/sfb-640-papers/2011-4/PDF/4.pdf>*

Humboldt-Universität zu Berlin

Sonderforschungsbereich 640

Mohrenstraße 40-41

D-10117 Berlin

Web: [www.sfb-repraesentationen.de](http://www.sfb-repraesentationen.de)

#### *Wissenschaftliche Koordination:*

Matthias Braun

Fon: 030.2093.4864

Mail: [matthias.braun@staff.hu-berlin.de](mailto:matthias.braun@staff.hu-berlin.de)



Universität der Künste Berlin



Die Meinungen, die in den Working Papers des Sonderforschungsbereiches 640 geäußert werden, geben ausschließlich die Auffassungen der Autoren wieder. Abdruck und sonstige publizistische Nutzung, die über die in Forschung und Lehre üblichen Zitate hinausgehen, sind nur mit vorheriger Zustimmung der Redaktion sowie mit Angabe des Verfassers und der Quelle gestattet.

## Abstract

### Knowledge and Social Order: Critical Reflections on the Concept of Knowledge Society

The concept of *knowledge society* has been invented by the social sciences in order to describe perspectives of modern societies. Nowadays the concept circulates increasingly in the political, educational, and economic field and in the media and has already crossed-over the geographical boundaries to which it had been applied first. Taking *knowledge society* as a representation serving to interpret and shape social practices, the paper outlines from an interdisciplinary perspective academic debates on the concepts and on notions of knowledge. The paper argues that certain paradigms of social progress and of science as inherent in *knowledge society* prevent « users » of the concept from considering contesting notions of knowledge, increasing forms of incoherent knowledge, and the accelerating devaluation of knowledge.

## Auteurs

Christiane Reinecke, Jörg Feuchter, Regina Finsterhölzl, Andrea Fischer-Tahir, Friedhelm Hoffmann, Simone Holzwarth, Maren Klotz, Michi Knecht, Veronica Oelsner, Nurhak Polat, Reet Tamme et Johan Wagner sont collègues au sein du Groupe de travail « Savoir & transfert », lui-même rattaché à l'Unité de recherche 640 intitulé « Représentations d'ordres sociaux en mutation ». Travaillant sur des projets concernant des époques et des espaces géographiques très différents, ce groupe de travail discute des concepts de savoir et de transfert en lien avec le concept de représentation de l'Unité de recherche 640.

Stefan Beck dirige le projet « La parenté comme représentation de l'ordre social et comme pratique sociale : savoir, performativité parentale et régulation juridico-ethnique » de l'Unité de recherche 640. Il est professeur à l'Institut d'ethnologie européenne de l'université Humboldt de Berlin.

# Savoir et ordre social : une critique de la société du savoir

## Introduction

C'est à la fin des années 1960 que le concept de « société du savoir » – ou « société de la connaissance » selon une terminologie alternative (*n.d.t.*)<sup>1</sup> – fut pour la première fois discuté de manière approfondie dans le milieu scientifique. Le concept, qui correspondait aux premières tentatives de la sociologie et des sciences économiques de décrire une nouvelle phase de développement des sociétés industrielles, n'a guère perdu de son attrait. Plusieurs disciplines le mobilisent pour analyser des constellations présentes, futures ou historiques. Jusqu'à présent la contribution des débats sur la société du savoir a été déterminante pour repenser les ordres sociaux – qu'il s'agisse d'ordres existants, convoités ou rejetés – et furent à leur tour influents dans la formation-même d'ordres sociaux.

Au regard de cette évolution, la grille de lecture de la société du savoir sera appréhendée ici comme une représentation de l'ordre social, par laquelle les acteurs prétendent décrire la réalité tout en organisant par là-même la société. L'objectif de cet article n'est pas de livrer une contribution, nouvelle et autonome, aux analyses empiriques existantes de la société du savoir, mais plutôt de mettre de l'ordre dans les multiples débats sur le concept et d'étudier dans ce contexte les recoupements et lignes de démarcation des différentes perspectives disciplinaires.

Deux présupposés sont à l'origine des réflexions sur le sujet : d'une part, le fait que la société du savoir jouisse d'une telle popularité comme grille de lecture nous dit quelque chose des manières de percevoir et des stratégies d'action des acteurs qui l'utilisent. D'autre part, la société du savoir comme représentation remplit elle-même une fonction structurante. Dans cette perspective, l'article traite dans une première partie les débuts et l'évolution du débat des sciences sociales sur la société du savoir depuis les années 1960. Ensuite les différentes applications disciplinaires, les critiques et les interprétations de la société du savoir, notamment du concept même de savoir qui en forme la base, seront présentées afin de discuter de manière critique dans la troisième partie, à partir de deux exemples d'application, les présupposés du concept.

---

<sup>1</sup> *N.d.t.* Le concept de *knowledge society* ou *Wissensgesellschaft* a deux traductions possibles en français : l'expression de *société du savoir* est davantage utilisée dans le contexte institutionnel tandis que la sociologie accorde en général sa préférence à l'expression de *société de la connaissance*. Les deux expressions sont pourtant très proches. Dans le texte, les deux expressions seront utilisées en alternance. L'expression de *société du savoir* sera préférée, tandis que les termes allemand et anglais *Wissen* ou *knowledge* en tant que tels seront traduits par *savoir* ou *connaissance* selon le contexte.

## L'invention de la société du savoir

Dans leur introduction à l'ouvrage *Zur Kritik der Wissensgesellschaft* (*Sur la critique de la société du savoir*), les sociologues Dirk Tänzler, Hubert Knoblauch et Hans-Georg Soeffner définissent la société du savoir comme « l'une des dernières grandes inventions des sciences sociales, encore capable de faire fureur au-delà même des sciences sociales. »<sup>2</sup> Le concept fut « inventé » il y a environ 40 ans. Le politologue américain Robert E. Lane soutint ainsi en 1966 l'influente thèse selon laquelle l'évolution de la structure et l'importance croissante de la science dans la *société informée* ou *compétente*<sup>3</sup> (*knowledgeable society*), entraînaient la transformation des processus politiques, les experts scientifiques gagnaient en influence tandis que les idéologies perdaient de leur pertinence.<sup>4</sup> L'économiste Peter F. Drucker pronostiquait en 1969<sup>5</sup> dans ses « Directives pour une société en mutation »,<sup>6</sup> l'essor d'une société du savoir où l'importance économique des nouvelles technologies s'accroissait et où le savoir devenait la base réelle de l'économie et de la société. Presque au même moment une équipe pluridisciplinaire dirigée par Radovan Richta décrivait en 1968 en Tchécoslovaquie les conséquences possibles de la « révolution technico-scientifique » sur les conditions socialistes de production.<sup>7</sup>

Mais ce fut toutefois la monographie *Vers la société post-industrielle* (*The Coming of Post-industrial Society. A Venture in Social Forecasting*) du sociologue Daniel Bell, dont la première édition aux Etats-Unis date de 1973, qui marqua en premier lieu les débats sur la société du savoir. Véritable best-seller, le livre contribua de manière décisive à la diffusion du concept.<sup>8</sup> Le sous-titre anglais *A Venture in Social Forecasting* (*Une aventure de prospective sociale*) indiquait déjà de quoi il retournait pour Bell : *Vers la société post-industrielle* était moins une description des évolutions existantes qu'une prédiction des évolutions à venir. A partir de l'exemple des Etats-Unis, Bell pronostiquait que des évolutions fondamentales affecteraient la base économique et la structure sociale des sociétés industrielles « au cours des trente à cinquante années à venir ». Deux aspects devaient surtout marquer la société postindustrielle qui s'annonçait : d'abord, au plan

2 Dirk Tänzler, Hubert Knoblauch & Hans-Georg Soeffner, édés, *Zur Kritik der Wissensgesellschaft*, Constance, UVK, 2006, p. 7.

3 *N.d.t.* La traduction de l'adjectif anglais « *knowledgeable* » par « *compétente* » s'inspire de la terminologie établie par Michel Audet, le traducteur de l'ouvrage du sociologue anglais Anthony Giddens, *The Constitution of Society : Outline of the Theory of Structuration*, Cambridge, Polity Press, 1984. Audet traduit « *knowledgeability* » par « *compétence* » qui ne doit pas être confondue avec le même terme, utilisé par Noam Chomsky. Voir : Michel Audet in Anthony Giddens, *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, trad. par Michel Audet, Paris, Presses universitaires de France, 1re éd. 1987, p. 47 n. 3.

4 Robert E. Lane, « The decline of politics and ideology in a knowledgeable society », *American Sociological Review*, vol. 31, n° 5, 1966, p. 649–662.

5 Peter F. Drucker, *The Age of Discontinuity. Guidelines to Our Changing Society*, Londres : Heinemann, 1969. Traduction française : *id.*, *La grande mutation : vers une nouvelle société*, trad. de l'américain par Philippe Quoniam de Schompré, Paris, Éd. d'Organisation, 1970.

6 *N.d.t.* Voir supra : sous-titre de l'édition anglaise.

7 Radovan Richta & collectif d'auteurs, édés, *La civilisation au carrefour*, trad. par Ludmilla Klimova & Jean-Louis Glory, Paris, Éd. Anthropos, 1969.

8 Daniel Bell, *The Coming of Post-industrial Society. A Venture in Social Forecasting*, New York, Basic Books, 1973. Traduction française : *id.*, *Vers la société post-industrielle*, trad. de l'anglais par Pierre Andler, Paris, Robert Laffont, 1976, *n.d.t.*, ici p. 34, 261 et 259–300.

économique, le secteur des services prendrait de plus en plus de poids par rapport à l'industrie de production de biens. Ensuite, le savoir théorique, à la fois comme facteur économique et comme base de décisions politiques, prendrait une importance centrale. Bell appréhendait donc la société postindustrielle comme une société du savoir (*knowledge society*) : les innovations y étaient de plus en plus déterminées par les avancées scientifiques et techniques. Par ailleurs les sociétés accordaient toujours plus de poids à la science et à la technique – le développement des dispositifs scientifiques et l'augmentation des dépenses pour la recherche en témoignaient, tout comme les transformations dans la structure des métiers. Bell essaya avant tout de décrire les conséquences d'un tel développement économique sur la stratification sociale. Il postulait que le niveau de formation des travailleurs déterminait de plus en plus leur place au sein de la société et que les membres de la dénommée « classe du savoir » gagnaient en influence. La croyance dans les pronostics de la science sur elle-même et l'assurance de la possibilité de planification et de contrôle des processus techniques se trouvaient aussi à la base de l'analyse de Bell. Son texte comportait encore les traces d'un optimisme du progrès, qui avait marqué les années 1960.

Dans les années 1990 et 2000 en revanche, l'horizon temporel des analyses s'est déplacé tandis que les attentes liées à la nouvelle formation sociétale sont devenues, en partie du moins, plus ambivalentes. En effet, tandis que la société du savoir représentait encore pour Bell une évolution située dans le futur, les contributions plus récentes sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication pronostiquent son essor avec plus d'aplomb. Les estimations du sociologue, chercheur en « cultural studies », Nico Stehr, sont caractéristiques de cette tendance. Il écrit dans la préface de son livre *Die Zerbrechlichkeit moderner Gesellschaften (La fragilité des sociétés modernes)* :

L'époque de l'industrialisation, de l'ordre social de la société industrielle et des sciences et compétences qui furent utiles pour le maîtriser, arrive à son terme. Les fondements de l'ordre social qui se dessine à l'horizon reposent sur le savoir.<sup>9</sup>

Les contributions de Stehr ont marqué de manière décisive les discussions actuelles sur la société du savoir. Selon sa thèse centrale, formulée d'abord dans son livre *Arbeit, Eigentum und Wissen. Zur Theorie von Wissensgesellschaften (Travail, propriété et savoir. Sur la théorie des sociétés du savoir)*<sup>10</sup> et reprise dans plusieurs de ses autres ouvrages,<sup>11</sup> la fragilité des sociétés modernes s'accroît car leurs évolutions techniques, sociales et intellectuelles entraînent une augmentation considérable de la capacité d'action des individus et donc une accélération de leur mutation. Dans de nombreux domaines de la vie, le savoir devient de plus en plus la base et la ligne directrice de l'action humaine. Il permet une augmentation des capacités d'action des individus tandis que la souveraineté de l'Etat et le pouvoir des dominants diminuent. La science et la technique peuvent certes améliorer les potentialités de contrôle des citoyens par les dominants, mais en même temps elles facilitent le développement de formes non conventionnelles de participation politique et de résistance au contrôle social et à l'homogénéisation du comportement social. Ainsi ceux qui dominaient jusqu'à présent perdent de leur influence et de leur pouvoir. La société du savoir se

9 Nico Stehr, *Die Zerbrechlichkeit moderner Gesellschaften*, Weilerswist, Velbrück Wissenschaft, 2000, p. 11.

10 *Id.*, *Arbeit, Eigentum und Wissen. Zur Theorie von Wissensgesellschaften*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1994.

11 *N.d.t.* L'ouvrage suivant est disponible en français : *id.*, « Les limites du possible. La postmodernité et les sociétés du savoir », trad. de l'allemand par Sylvain Auclair, *Sociétés*, vol. 58, n° 4, 1997, p. 101–124, notamment p. 108 et s.

distingue, selon Stehr, par le fait que le savoir devient un élément constitutif de la production économique. La forme économique matérielle se transforme en une forme « symbolique » de *bits and bytes* (bits et octets) informatiques, la production de biens nécessitant beaucoup de matériaux se transforme en production de services nécessitant beaucoup d'informations et la production économique est découplée des contraintes spatiales. Stehr, à la suite du sociologue Anthony Giddens, entend ici par savoir une faculté d'action, c'est-à-dire la capacité et la possibilité de mettre quelque chose en marche et d'en contrôler les effets éventuels. Mais le savoir devient aussi dans le même temps un principe d'organisation et d'intégration et finalement une source de problème. En effet, la multiplication des choix possibles des individus génère aussi des risques. Car non seulement le savoir est produit de plus en plus vite, mais en plus les processus de la dévalorisation du savoir s'accroissent ; « la période de validité du savoir diminue ». <sup>12</sup> Par ailleurs le savoir scientifique se consomme dans l'usage même qui en est fait dans la société : par le biais de la critique, de la contradiction, de la politisation. Et dans beaucoup de domaines scientifiques, tels que la médecine ou la recherche climatique, le savoir ne se présente plus comme un ordre cohérent et accumulatif mais comme un flux incohérent, marqué par des turbulences, des contradictions. <sup>13</sup> L'évolution de la société devient ainsi de moins en moins prévisible, et ainsi plus fragile.

Si la société du savoir était possible pour Bell et vraisemblable pour Stehr, d'autres considèrent la relève de la société industrielle par des formations postindustrielles, comme achevée depuis longtemps. Selon ce point de vue, l'économie existante pourrait être décrite comme fondée sur le savoir, or cela pose notamment la question des évolutions des modalités de propriété et de production accompagnant cette mutation. Les auteurs du concept de *capitalisme cognitif* se sont penchés sur la transformation des catégories marchandise, division du travail, salaire et production et plaident pour une refonte de la critique de l'économie politique. <sup>14</sup> A leur analyse des nouvelles conditions de production fondées sur les technologies de l'information, ils associent l'espérance en un déplacement fondamental de l'ordre social déterminé par le capitalisme classique. <sup>15</sup>

12 Ulf Matthiesen, « Raum und Wissen. Wissensmilieus und Knowledge Scapes als Inkubatoren für zukunftsfähige stadtrregionale Entwicklungsdynamiken? », in *Zur Kritik der Wissensgesellschaft*, éd. par Dirk Tänzler, Hubert Knoblauch & Hans-Georg Soeffner, Constance, UVK-Verlag, 2006, p. 155–188, notamment p. 158.

13 Cf. Michael Gibbons, Camille Limoges, Helga Nowotny *et al.*, *The New Production of Knowledge : the Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, Londres, Sage, 1994.

14 Antonella Corsani *et al.*, *Le capitalisme cognitif comme sortie de la crise du capitalisme industriel. Un programme de recherche*, Paris, Université de Paris I-CNRS, 2001, <http://matisse.univ-paris1.fr/doc2/capitalisme.pdf> (consulté le 7.12.2009) ; Yann Moulier-Boutang, « Marx in Kalifornien : Der dritte Kapitalismus und die alte politische Ökonomie », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, vol. 52–53, 21 décembre 2001, p. 29–37 ; *n.d.t.* : ou pour approfondir : *id.*, *Le capitalisme cognitif : la nouvelle grande transformation*, Paris, Éd. Amsterdam, 2007 (nouv. éd. augmentée), notamment p. 82 et s.

15 D'autres représentants du « capitalisme cognitif » argumentent toutefois dans un autre sens et affirment que le « méandre » de l'économie et les couplages diverses de l'économie avec d'autres secteurs sociétaux ou culturels devraient d'abord être étudiés avant de faire des diagnostics globaux sur le destin de la modernité capitaliste. Voir : Hanno Pahl & Lars Meyer, éd., « Kognitiver Kapitalismus : Forschungsfelder und theoretische Zugänge », in *Kognitiver Kapitalismus : Soziologische Beiträge zur Theorie der Wissensökonomie*, éd. par Hanno Pahl & Lars Meyer, Marburg, Metropolis-Verlag, 2007, p. 7–24, notamment p. 11.

## Sur la critique de la société du savoir

Le débat sur la société du savoir s'est complexifié depuis ses débuts. D'une part à cause de la circulation d'une série de concepts apparentés ou concurrents tels que la société d'information, la société de risque ou la société en réseaux. D'autre part le débat lui-même est devenu l'objet d'une réflexion critique. L'ensemble des ramifications des discussions à ce sujet ne peut être restitué dans le cadre de cet article. Trois critiques essentielles méritent toutefois d'être mentionnées : 1.) La séparation nette entre le savoir scientifique d'un côté et le savoir non scientifique de l'autre est mise en cause tandis que l'influence de l'époque, des contextes culturel et social sur le savoir sont soulignées. Le concept de société du savoir lui-même, ainsi que son application à plusieurs contextes (historiques, culturels), est lui aussi interrogé 2.) De récentes analyses reposent davantage sur l'idée d'une étroite imbrication entre différents secteurs de la société et interrogent davantage les interactions entre « scientification » et autres processus 3.) Enfin les travaux de socio-anthropologie ont contribué de manière décisive à mettre au jour les présupposés normatifs du concept, ses connotations positives émanant de l'optimisme du progrès des années 1960 ainsi que son orientation vers les sociétés industrielles occidentales.

En effet la question de ce que l'on doit comprendre par savoir est centrale dans les débats sur les sociétés du savoir. Le savoir est étroitement lié à l'exigence de vérité, à l'exigence d'objectivité et de validité indépendamment de la perception subjective. « Au contraire de ce que nous croyons » écrit l'historien Peter Burke, « ce que nous savons, est, par définition, vrai. »<sup>16</sup> Le savoir serait sans cesse lié à des régimes de vérité, il ne se limite pas pour autant nécessairement au savoir scientifique. Une série d'études socio-anthropologiques ou consacrées aux sociologies du savoir saisissent ce concept dans un sens plus large. L'anthropologue Fredrik Barth définit ainsi le savoir comme ce « qu'une personne utilise pour interpréter et agir sur le monde ». <sup>17</sup> Barth y inclue les sentiments, les informations, les capacités et le langage.<sup>18</sup> Selon lui le savoir comprend toujours trois aspects : un corpus de suppositions et d'idées, leur représentation transmise médialement, et enfin leur intégration dans des relations sociales : « Ces trois aspects du savoir apparaissent ensemble précisément dans les détails de l'action au quotidien, dans chaque situation d'application et d'échange de connaissance, dans chaque performance ». <sup>19</sup>

En effet il semble pertinent d'appréhender le savoir dans son contexte social, dans l'époque et l'espace qui le conditionnent. Par ailleurs l'on peut différencier entre différentes formes de savoir (relevant du quotidien, du religieux ou précisément du domaine scientifique), afin de pouvoir déconstruire l'établissement d'une hiérarchie entre les différentes formes de savoir, scientifiques ou quotidiennes, et de les décrire comme des champs dont les contenus sont certes différents, mais qui partagent les mêmes règles de génération de savoir.<sup>20</sup> Dans cet article, l'on considérera ainsi le savoir comme ancré dans des contextes sociétaux spécifiques et comme résultant de pratiques

16 Peter Burke, *A Social History of Knowledge. From Gutenberg to Diderot, Based on the First Series of Vonhoff Lectures Given at the University of Groningen (Netherlands)*, Cambridge, Polity Press, 2000, p. 5. L'historien définit le savoir comme ce que les acteurs étudiés entendaient eux-mêmes par savoir. Cf. notamment p. 11 et s.

17 Fredrik Barth, « An anthropology of knowledge », *Current Anthropology*, vol. 43, n° 1, 2002, p. 1-18, surtout p. 1.

18 *Ibid.*, p. 1.

19 *Ibid.*, p. 13.

20 Un exemple d'une telle entreprise chez Jean Lave, « The savagery of the domestic mind », in *Naked Science : An-*

sociales. Dans ce contexte se pose également la question de la diffusion du savoir : dans quelles conditions et comment le savoir est-il généré, comment évolue-t-il et se transforme-t-il – et lorsque ce n'est pas le cas, quand reste-t-il stable, sans évoluer ? Comment le savoir (nouveau) est-il diffusé dans une société ? Comment se comportent la science et la société l'une par rapport à l'autre ?

Cette dernière question précisément renvoie aux divers liens entre production de savoir et autres processus sociétaux, processus étudiés notamment dans le cadre de travaux récents sur la science.<sup>21</sup> Dans ses travaux, le sociologue de Bielefeld, Peter Weingart, promouvant lui aussi une analyse du savoir et de la science prenant en compte leurs pratiques, va au-delà des concepts classiques de la société du savoir.<sup>22</sup> Il renvoie non seulement à la « pénétration » de la société par la science, mais s'intéresse également aux processus inverses. Il se concentre surtout sur les couplages entre différents secteurs de la société, par exemple la « scientification » de la politique et la politisation de la science. Ces couplages reposent sur l'échange de ressources :

La science offre deux apports à la politique. Le savoir instrumental sert la résolution de problèmes concrets et légitime les décisions politiques [...]. A l'inverse les autres systèmes partiels [de la société, *n.d.t.*] peuvent offrir des apports à la science. La politique assure l'appui institutionnel [...] en fixant notamment ce qui doit et ce qui ne doit pas être objet de recherche. La politique et l'économie attribuent des ressources ; les médias garantissent au secteur de la recherche une attention publique et, le cas échéant, offrent une notoriété à certains scientifiques, laquelle peut se traduire, dans des régimes politiques démocratiques, par l'attribution de ressources.<sup>23</sup>

La mise en place, en l'espace d'à peine cinquante ans, de dispositifs de consultation scientifique auprès des gouvernements et institutions politiques (missions de recherche, recherche mandatée par les ministères, mandats aux organisations non gouvernementales) est une illustration concrète, d'après Weingart, d'un tel couplage. Par ailleurs la production de savoir scientifique, selon lui, connaît des domaines d'application de plus en plus divers. Les critères d'appréciation de la science sont de plus en plus définis par d'autres secteurs de la société. Dans le même temps, la science s'oriente d'elle-même davantage vers ceux qui la mettent en application. La production de savoir est ainsi « contrainte de rendre des comptes à la société et devient plus réflexive »<sup>24</sup>, c'est-à-dire que la recherche doit respecter de nouvelles contraintes de légitimation.

---

*thropological Inquiry into Boundaries, Power, and Knowledge*, éd. par Laura Nader, New York & Londres, Routledge, 1996, p. 87–100.

21 Voir pour introduction : Sheila Jasanoff, Gerald E. Markle, James C. Petersen & Trevor Pinch, éd., *Handbook of Science and Technology Studies*, Londres, Sage, éd. refondue 1995 ; Teddy Reid & Sharen Traweek, éd., *Doing Science & Culture. How Cultural and Interdisciplinary Studies Are Changing the Way We Look at Science and Medicine*, Londres & New York, Routledge, 2000.

22 Peter Weingart fut en 1993 le directeur fondateur de l'Institut de Bielefeld pour la recherche sur la science et la technique (Institut für Wissens- und Technikforschung : IWT) et est à ce titre également rattaché à l'Ecole doctorale 724 : « Sur la voie de la société du savoir : la science dans des contextes d'application et de conseil » (Graduiertenkolleg 724 « Auf dem Weg in die Wissensgesellschaft : Wissenschaft in Anwendungs- und Beratungskontexten »). Voir : <http://www.uni-bielefeld.de/iwt/index.html> (consulté le 29.10.2009).

23 Peter Weingart, *Die Stunde der Wahrheit? Zum Verhältnis der Wissenschaft zu Politik, Wirtschaft und Medien in der Wissensgesellschaft*, Weilerswist, Velbrück Wissenschaft, 2001, p. 28.

24 Weingart, *Die Stunde der Wahrheit?*, *op. cit.* (note 23), p. 15.

C'est ainsi que Weingart met en rapport sa conception de la société du savoir avec le concept de société du risque.<sup>25</sup> L'extension de la production de savoir à tous les secteurs d'activité de la société ne produit pas seulement davantage de savoir sur celle-ci, mais également davantage de non-savoir et crée ainsi de nouveaux problèmes se traduisant par une insécurité et des perceptions de risques. Les liens entre les différents secteurs de la société deviennent malgré, ou bien précisément à cause de ces effets, de plus en plus étroits, si bien que l'on pourrait, avec Weingart, supposer un transfert entre eux.<sup>26</sup> De tels processus, ainsi que les représentations liées au savoir, ont été largement négligés par la recherche historique, en particulier dans une perspective comparée.<sup>27</sup> L'étude des rapports, à partir des théories actuelles sur les sociétés du savoir, entre transfert, savoir et représentation peut être pourtant féconde. Il ne s'agit pas seulement d'examiner comment surviennent les transferts – tant explicites que non reconnus ou dissimulés – entre différentes formes et pratiques de savoir, mais aussi comment le savoir et ses représentations se particularisent toujours plus, par la circulation et les transferts, dans la dynamique connexe du local et du global.<sup>28</sup>

En anthropologie sociale et culturelle s'est développée une critique encore plus radicale du concept de société du savoir et de ses effets sociaux et politiques. Les représentants de cette discipline admettent bien le fait que chaque forme de savoir est nécessairement sélective et réductionniste, et permet ainsi de rendre intelligible la diversité du désordre empirique. Ils ont toutefois du savoir une conception particulièrement large, il s'agit pour eux d'une « information organisée sur les façons de vivre dans le monde et des modes d'attention au monde »<sup>29</sup> et revendiquent une compétence disciplinaire. « En réalité il serait difficile », explique le spécialiste américain d'anthropologie culturelle et du savoir, Dominic Boyer, « d'isoler une recherche anthropologique qui, à un certain niveau, *n'a pas « parlé à » tout en parlant du savoir humain*. En particulier

25 Ce concept fut élaboré à l'origine par Ulrich Beck comme paradigme d'une perception croissante des risques où l'interprétation catastrophique de la société menace de devenir un état normal (*n.d.t.*, l'ouvrage suivant est disponible en français : Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. de l'allemand par Laure Bernardi, Paris, Flammarion, 2001). Voir aussi : Hans-Dieter Kübler, *Mythos Wissensgesellschaft. Gesellschaftlicher Wandel zwischen Information, Medien und Wissen; eine Einführung*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 1re éd. 2005, p. 37–38.

26 A la suite de Niklas Luhmann, Weingart considère que la science, la politique, les médias etc. ne communiquent pas entre eux car ils possèdent leurs propres théories de réflexion, ils s'orientent de plus en plus pourtant les uns aux autres.

27 Jakob Vogel, « Von der Wissenschafts- zur Wissensgeschichte. Für eine Historisierung der Wissensgesellschaft », *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 30, 2004, p. 639–660, notamment p. 653–658.

28 Sur la discussion concernant le concept et la méthode cf. Hartmut Kaelble, « Die interdisziplinären Debatten über Vergleich und Transfer », in *Vergleich und Transfer. Komparatistik in den Sozial-, Geschichts- und Kulturwissenschaften*, éd. par Hartmut Kaelble & Jürgen Schriewer, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2003, p. 469–493. Des concepts tels que « entanglement » (« enchevêtrement ») sont discutés par Sebastian Conrad et Shalini Randeria, dans un ouvrage dirigé par eux, *id.*, « Einleitung. Geteilte Geschichten – Europa in einer postkolonialen Welt », in *Jenseits des Eurozentrismus. Postkoloniale Perspektiven in den Geschichts- und Kulturwissenschaften*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2002, p. 9–49.

29 Kirsten Hastrup, « Getting it right : Knowledge and evidence in anthropology », *Anthropological Theory*, vol. 4, 2004, p. 455–472, notamment p. 456 ; voir aussi : Malcom R. Crick, « Anthropology of knowledge », *Annual Review of Anthropology*, vol. 11, 1982, p. 287–313, notamment p. 287 ; Mark Harris, *Ways of Knowing. Anthropological Approaches to Crafting Experience and Knowledge : New Approaches in the Anthropology of Knowledge and Learning*, New York & Oxford, Berghahn, 2007.

si l'on comprend la « référentionnalité » (referentiality) standard d'un terme tel que « savoir » comme codifiant les formes épistémiques habituelles produites par la capacité humaine à créer une sémiosis pertinente ... ». <sup>30</sup> Mais la discipline s'oppose à la qualification du concept de savoir comme complexe ultimement lié à des *exigences de vérité*. Les régimes de vérité, les procédés de vérité et les définitions de vérité sont trop étroitement liés à l'histoire des Lumières européennes, à l'individualisme rationaliste et aux généalogies complexes des sciences de la nature comme des sciences humaines, pour que le savoir puisse avoir une définition générale et universelle comme étant validé par des exigences de vérité. <sup>31</sup> Les manières de constater la validité au contraire – comprises ici avant tout dans un sens descriptif plutôt que dans un sens philosophique normatif – sont liées à des formes de savoir propres à chaque contexte historique social et culturel ; c'est pourquoi l'ethnologie donne sa préférence à cette caractérisation générale du savoir comme couplé à des « méthodes de validation ». Tout comme les régimes de vérité, les méthodes de validation du savoir sont toujours elles aussi couplées à des stratégies de légitimation ou de pouvoir. Elles sont, chacune à leur façon, cohérentes et rigoureuses et peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, s'orienter à des exigences de vérité. Les critères de validité du savoir existent sous diverses formes. La validation du savoir peut par exemple être assurée par des réseaux de confiance, par différentes formes d'autorité ou des positions sociales spécifiques. <sup>32</sup>

Dans de multiples études ethnographiques, ce concept ethnologique de savoir compris traditionnellement dans un sens large (c'est-à-dire comprenant à la fois un savoir implicite et incorporé et un savoir explicite et codifié) est employé dans des projets de défamiliarisation avec les concepts conventionnels du savoir et les représentations collectives de la société du savoir et ce, à trois égards.

Premièrement, d'« autres » formes, étrangères, non-occidentales, du savoir ont été réhabilitées. De nombreuses études ethnographiques ont montré la complexité et le haut degré d'abstraction des sciences dites indigènes, qui, par leur imbrication avec les pratiques religieuses sont souvent partie intégrante du quotidien. L'anthropologue américain Ward Goodenough décrit ainsi le système de navigation – fonctionnant de manière précise – des habitants aborigènes micronésiens, qui pratiquent la marine sans avoir recours à la langue écrite ni aux représentations occidentales de la constellation planétaire, mais grâce à des constellations stellaires, des narratifs et des cartes abstraites. <sup>33</sup> Goodenough établit certains parallèles avec des pratiques scientifiques et des systèmes occidentaux : la vérification empirique, la formation d'élites etc. Mais il souligne aussi quelques différences spécifiques, comme par exemple l'usage routinier de son propre corps comme instrument de mesure. Réduite à un slogan, la démarche ethnologique – notamment depuis la confrontation de la discipline avec elle-même, avec ses anciennes méthodes tristement connues pour

30 Dominic Boyer, « Visiting knowledge in anthropology : An introduction », *Ethnos*, vol. 70, n° 2, juin 2005 : *Theme Issue : Revisiting Knowledge in Anthropology*, p. 141–148, notamment p. 141.

31 Cf. Barth, « An anthropology of knowledge », *op. cit.* (note 17), p. 7–8 ; Clifford Geertz, « Civilisations et savoir : fait et droit en perspective comparée », in *id.*, *Savoir local, savoir global : les lieux du savoir*, trad. de l'anglais par Denise Paulme, Paris, Presses universitaires de France, 1re éd. 1986, p. 207–290.

32 Cf. Barth, « An anthropology of knowledge », *op. cit.* (note 17), p. 8 ; Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Éd. de Minuit, 1980.

33 Ward H. Goodenough, « Navigation in the Western Carolines : A traditional science », in *Naked Science : Anthropological Inquiry into Boundaries, Power, and Knowledge*, éd. par Laura Nader, New York & Londres, Routledge, 1986, p. 29–42.

leur ethnocentrisme – s’exprime ainsi : *les Autres*, eux aussi, ont de la science et *notre* science, elle aussi, a de la culture. Ce dernier énoncé s’appuie surtout sur les travaux récents, ethnologiques ou recourant à des méthodes ethnographiques, consacrés à la recherche sur la science.<sup>34</sup>

*Deuxièmement*, les concepts du savoir dominant dans les cultures scientifiques et quotidiennes occidentales et leur réductionnisme implicite ont été mis en évidence, les valeurs et occultations qu’ils véhiculent ont été étudiées. Il en ressort que le savoir est ici souvent conçu avant tout comme chose, objet, marchandise, matière première ou moyen de production alors même que l’ethnographie des pratiques et des chemins du savoir – même appliquée aux champs scientifiques d’experts, dans les laboratoires de haute technologie, les cliniques et les amphithéâtres – fait toujours ressortir le caractère performatif, processuel et relationnel du savoir, celui-ci étant par ailleurs lié à des relations sociales complexes et des ordres du savoir déterminés par des contextes spécifiques, des économies et des politiques très diverses. Les ethnographes montrent par ailleurs, en portant leur focale sur les pratiques du savoir dans toutes les régions du monde, que le savoir ne peut être réduit à ses dimensions cognitives. Cette conception reposerait sur des idées préconçues – surtout pour les concepts du savoir occidentaux – occultant la signification d’autres formes de savoir, fondées davantage sur l’expérience ou le corps, par exemple les capacités artisanales et les « savoir-faire » (« skills »).<sup>35</sup> Les connaissances transmises de manière tactile, haptique et visuelle sont souvent sous-estimées.<sup>36</sup> Une telle dépréciation des formes de savoir ne correspondant pas aux formes cognitives du savoir, qui reposent sur les technologies de la communication et de l’information ordinaires et transférables virtuellement, a d’importantes conséquences. Les études ethnographiques sur les nouvelles économies du savoir montrent souvent qu’il est précisément la rencontre de différentes formes de savoir, qu’elles soient explicites ou implicites, cognitives ou liées aux sens ou à l’expérience, qui accélère et garantit, par exemple, la faculté d’adaptation des « immigrants de savoir » dans de telles économies.<sup>37</sup>

*Troisièmement*, l’anthropologie du savoir et, bien évidemment, la riche histoire de la sociologie du savoir livrent de multiples pistes sur les liens entre savoir, culture et société, lesquelles, du moins dans leur complexité, ne sont pas toujours prises en compte dans les débats sur les sociétés du savoir. Dans les approches théoriques de ces disciplines, le savoir est pensé comme dépendant d’une perspective et d’une position sociale particulières. Sous le signe d’une mondialisation accrue, la norme n’est pas seulement la diffusion du savoir scientifique standardisé et codifié (qui cependant renforce certaines positions sociales spécifiques, les conditionne ou les dispense). C’est aussi dans le processus de confrontation entre les particularités locales, les technologies globales et les *knowledge scapes* (« paysages du savoir ») que la diversification des formes de vie sociale et culturelle, ainsi que du savoir et de sa distribution est stimulée. Dans ces processus, des dynamiques et développements des sociétés du savoir transforment d’anciennes structures d’inégalité et

34 Voir aussi : Bruno Latour & Steve Woolgar, *La vie de laboratoire : la production des faits scientifiques*, trad. de l’anglais par Michel Biezunski, Paris, Éd. la Découverte, 1993.

35 Sur le savoir dans le sens d’habileté et de capacité cf. Michael Herzfeld, *The Body Impolitic : Artisans and Artifice in the Global Hierarchy of Values*, Chicago, Chicago University Press, 2004.

36 Christina Grasseni, éd., *Skilled Visions : Between Apprenticeship and Standards*, Oxford & New York, Berghahn Books, 2007.

37 Cf. Hong Wang & David Thomas, « Different forms of knowledge and new Chinese skilled immigrants’ adaptation to New Zealand’s knowledge society », *International Social Science Journal*, vol. 60, n° 195, 2010, p. 85–95.

de disparité – maintenant à une échelle globale – et de nouvelles formes d'exclusion, de nouvelles périphéries et de nouvelles disparités apparaissent.<sup>38</sup> L'ethnologie, la sociologie et la recherche en sciences sociales sur la technologie et sur la science offrent des perspectives analytiques et des conceptions empiriques de recherche pour l'étude des effets de retour en circuit fermé et des conditions de coproduction entre savoir et processus sociétaux.<sup>39</sup>

Ainsi l'anthropologie du savoir et de la science prône toujours le regard réflexif sur la production propre de savoir et les dynamiques sociales qui lui sont liées. Dominic Boyer par exemple se demande si l'intérêt ethnologique croissant pour les pratiques du savoir n'est pas à lire finalement comme un symptôme de la domination des mécanismes de la société du savoir. Il explique : « Il est plutôt important d'être clair avec le fait que notre propre engagement contemporain avec le < savoir > est toujours également enchevêtré dans les économies d'expertise (externes et internes aux universités) qui réfractent nos identités et activités et notre productivité professionnelles ». <sup>40</sup> En ce sens il faudrait revendiquer au niveau interdisciplinaire que soient renforcées les études empiriques sur les manières par lesquelles des concepts de la société du savoir forment et transforment les sociétés du savoir elles-mêmes dans le mode d'une mondialisation accrue.<sup>41</sup> Mais avant d'en venir plus précisément à cet aspect, le prochain paragraphe présentera une autre critique – historique celle-là – de la description des sociétés actuelles comme des sociétés du savoir.

Johannes Fried, professeur émérite à Francfort-sur-le-Main, éminent médiéviste allemand, travaille activement depuis plusieurs années sur les concepts de culture et de société du savoir, dans le cadre de l'Unité de recherche 435 « Culture du savoir et mutation de la société » dont il est porte-parole et dans de nombreux livres et articles sur le sujet, en dernier lieu *Le Moyen Âge. Histoire et culture*.<sup>42</sup> Il s'oppose à l'autodescription exclusive des sociétés modernes comme des sociétés du savoir, qui s'opposeraient aux sociétés médiévales.<sup>43</sup> Au contraire Fried perçoit le Moyen Âge comme la première société du savoir, origine de toutes les sociétés du savoir occidentales ultérieures. Là où d'autres auteurs voient le fondement de la société du savoir moderne précisément dans une rupture avec le Moyen Âge ténébreux et non scientifique (jusqu'à la rupture de la Renaissance et de l'humanisme, aux 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> siècles) ou avec la pré-modernité (jusqu'à la rupture des Lumières et de l'industrialisation, aux 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles), Fried insiste bien davantage sur la continuité. Il renvoie à cet égard aux avancées du Moyen Âge dans le style de pensée (scolastique rationnelle) et dans le domaine des institutions (universités). Fried reprend ainsi clairement l'un des deux grands récits médiévistes traditionnels : celui de la continuité (s'opposant à celui de l'altérité). Le Moyen Âge n'est donc pas « l'Autre » de la société moderne du savoir, mais son

38 Matthiesen, « Raum und Wissen », *op. cit.* (note 12), p. 160.

39 Voir e.a. : Dominique Pestre, « Thirty years of science studies : Knowledge, society, and the political », *History and Technology*, vol. 20, n° 4, 2004, p. 351-369.

40 Boyer, « Visiting knowledge », *op. cit.* (note 30), p. 147.

41 Les recommandations de Ulrike Felt, Brian Wynne *et al.*, vont aussi dans ce sens, *Taking European Knowledge Society Seriously. Report of the Expert Group on Science and Governance to the Science, Economy and Society Directorate, Directorate-General for Research, European Commission*, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 2007 ; disponible en version électronique sous le lien : [http://ec.europa.eu/research/science-society/document\\_library/pdf\\_06/european-knowledge-society\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/research/science-society/document_library/pdf_06/european-knowledge-society_en.pdf) (consulté le 7.12.2009).

42 Johannes Fried, *Das Mittelalter. Geschichte und Kultur*, Munich, C. H. Beck Verlag, 2008.

43 Voir par exemple Johannes Fried, *Die Aktualität des Mittelalters. Gegen die Überheblichkeit unserer Wissenschaftsgesellschaft*, Stuttgart, Thorbecke, 2002, p. 23-53.

précurseur direct (et absolument nécessaire). Si les sociétés non occidentales rencontrent des difficultés, selon Fried, à devenir des sociétés du savoir, c'est qu'elles ne sont pas passées par le stade obligatoire de développement du Moyen Âge. Finalement le propos de Fried correspond moins à une relativisation qu'à un déplacement dans le passé de la société du savoir reprenant finalement à son compte, et sans les critiquer, les concepts modernes du savoir.

## Travail sur la société du savoir

Les débats sur la société du savoir au demeurant ne se limitent pas au champ scientifique ; le concept circule dans les champs de la politique, de l'économie, des médias et de l'éducation et a depuis longtemps franchi les frontières des sociétés industrielles occidentales, auxquelles il se référerait à l'origine. Ici ou là, la forme de sa circulation est étroitement liée à la position et aux intérêts des acteurs qui l'utilisent. Tout d'abord développé à partir de la société industrielle, le concept de société du savoir revêt souvent non seulement un pouvoir de signification descriptif mais aussi prescriptif. Cela vaut, comme les deux exemples suivants l'illustreront, aussi bien pour l'application à des champs spécifiques de la société que pour les tentatives de restructuration des sociétés entières. Par ailleurs le travail sur la société du savoir ne se limite pas à un espace géographique spécifique. La seconde livraison du *Arab Human Development Report 2003 (Rapport arabe sur le développement humain 2003)*, que nous allons présenter ici, comporte les traits caractéristiques d'un projet d'aide au développement dont les objectifs à atteindre s'alignent sur d'autres sociétés « plus développées ». <sup>44</sup> De la même façon, l'étude allemande *Bildungs-Delphi* (la *Delphes de l'éducation*) de 1997 travaille avec l'idée d'une opposition entre un déficit observé et une évolution exigée. <sup>45</sup>

*Building a Knowledge Society (Construire une société du savoir)* : le sous-titre du *Arab Human Development Report 2003* annonce déjà le programme. <sup>46</sup> Le rapport, très renommé et souvent cité, commandé par le Bureau régional pour les États arabes du Programme des Nations Unies pour le développement, est le fruit du travail d'un collectif d'auteurs indépendant composé d'experts arabes reconnus. Parmi eux l'ancien ministre égyptien de la planification et expert en questions européennes, Ismail Sabry Abdalla, l'historien syrien, Aziz Al-Azmeh, le juriste égyptien, Tarek Al-Bishry, le sociologue enseignant à la Sorbonne, et originaire de Syrie, Burhan Ghalioun et l'éminent philosophe égyptien, Hassan Hanafi. Le concept de société du savoir prend, dans cet inventaire critique des sociétés arabes et de leurs (prétendus) déficits de développement, une fonction prescriptive. La société du savoir permet ici à ces intellectuels arabes d'une part de saisir d'une manière précise les problèmes de développement et d'autre part de fournir un guide aux sociétés arabes pour une course de rattrapage, la plus rapide possible, avec les « sociétés dévelop-

<sup>44</sup> *Arab Human Development Report 2003. Building a Knowledge Society*, éd. par United Nations Development Programme, Regional Bureau for Arab States (UNDP/RBAS) & Arab Fund for Economic and Social Development, New York, UNDP/RBAS, 2003 ; *n.d.t.* : disponible en version électronique sous le lien : <http://www.arab-hdr.org/publications/other/ahdr/ahdr2003e.pdf> (consulté le 3.4.2011).

<sup>45</sup> Bernhard von Rosenblatt, éd., *Bildung in der Wissensgesellschaft. Ein Werkstattbericht zum Reformbedarf im Bildungssystem*, Münster, Waxmann, 1999.

<sup>46</sup> *Arab Human Development Report 2003*, *op. cit.* (note 44).

pées ». Loin d'être un acte isolé, leur inventaire impitoyable trouve le soutien d'autres institutions éminentes dans le monde arabe, comme par exemple la Fondation Temimi pour la recherche scientifique et l'information (FTERSI).<sup>47</sup>

L'intention du *Arab Human Development Report 2003* est de montrer que précisément les caractéristiques des sociétés postindustrielles du savoir doivent permettre aux sociétés arabes un développement accéléré, ne nécessitant pas de passer par toutes les étapes de la société industrielle. La société arabe du savoir représente – du moins du point de vue des responsables des Nations Unies pour le développement – plutôt qu'un type précis de développement, un véritable programme de développement. Derrière ce programme pourraient se cacher les espoirs de voir les Etats arabes s'affirmer, tout comme l'Inde, contre la concurrence des nations industrielles établies dans le domaine des technologies de l'information et du développement de logiciels. En effet les indicateurs économiques les plus récents montrent une capacité concurrentielle extraordinairement élevée de certaines économies nationales arabes, précisément dans ces secteurs.

Le *Arab Human Development Report 2003* est caractérisé par un fort attachement à l'héritage arabe classique et au concept traditionnel du savoir qu'il comporte. L'argumentation des auteurs arabes ressemble ici à celle du médiéviste allemand Johannes Fried, exprimant également le désir, par rapport au Moyen Âge européen, d'atténuer et de problématiser la thèse de la rupture avec la société préindustrielle, pour ce qui est du savoir et de la science. Ce qui est problématique ici, est la question ouverte suivante : celle du *comment* d'une telle alliance croissante entre le savoir et la science traditionnels d'un côté et le concept moderne de la science de l'autre, lequel ne s'oriente plus vers l'autorité de la révélation religieuse et de ses textes canonisés. La fréquence des citations des autorités religieuses et des savoirs classiques dans le rapport signale bien l'importante référence à la tradition. Si l'on force le trait, on pourrait reprocher au *Arab Human Development Report 2003* d'entretenir par là une mentalité restée ancrée dans la tradition, ce qui empêcherait l'essor d'une société du savoir postindustrielle. À l'inverse on peut comprendre cette référence à la tradition de la transmission de savoir de façon positive comme mobilisation des ressources culturelles propres à des fins de modernisation de la société.

Par ailleurs le concept de société du savoir reçoit une application prescriptive non seulement dans certains espaces culturels, mais aussi dans certains champs de la société. Le système éducatif et les réflexions sur les réformes qu'il connaît depuis le milieu des années 1990 en fournissent une illustration. Tout comme pour les auteurs du *Arab Human Development Report 2003*, le constat de l'existence ou du développement vers une société du savoir et ses caractéristiques sert aux experts de l'éducation de base pour identifier les déficits éducatifs et trouver la formulation correspondante exprimant un besoin de réforme coordonnée. Les mots-clés, au niveau international, de ces nouvelles exigences de formation sont par exemple « l'apprentissage à vie », « apprendre à apprendre » ou « la pluralisation de lieux et de médias d'apprentissage ». L'étude *Bildungs-Delphi*,

---

<sup>47</sup> Pour un aperçu juste et précis voir : Abdeljelil Temimi, *Regards sur la société du savoir, les historiens et les élites dans les pays arabes*, Tunis, Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information (FTERSI), 1re éd. 2004, p. 25. L'emploi prescriptif du concept de société du savoir à des fins de politique du développement semble correspondre si bien aux besoins des sociétés arabes – ou plutôt de leurs élites – que l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO) – pendant arabe de l'UNESCO – s'en inspire dans ses propres publications.

réalisée en 1997 sur commande du ministre fédéral allemand pour l'enseignement et la recherche en Allemagne l'illustre de manière exemplaire.<sup>48</sup>

Fondée sur les résultats d'une première enquête sur les « potentiels et dimensions de la société du savoir » selon le point de vue de scientifiques de différentes disciplines, *Bildungs-Delphi* interrogeait des experts de l'enseignement sur leurs « conclusions pour la conception de structures et de procédés éducatifs ». <sup>49</sup> Le projet partait en effet de l'idée que le développement vers une société du savoir mettait le système éducatif face à de nouveaux défis et impliquait « de diverses manières la nécessité d'un changement ». <sup>50</sup> Le but de l'étude *Bildungs-Delphi* était ainsi de contribuer à la « dynamique attendue et souhaitée » grâce à un « pool d'idées et un ensemble de suggestions pour la conception d'un système éducatif porteur d'avenir » <sup>51</sup> dans différents secteurs de l'enseignement. <sup>52</sup> Ainsi l'une des questions principales soulevée dans le cadre de ce projet était la suivante : pour quelles missions le système éducatif devait-il s'armer au regard des chances et des risques présentés par l'essor de la société du savoir ? En guise de résultat, le rapport résumait ainsi les « nécessaires évolutions » suivantes : <sup>53</sup>

- pluralisation des lieux d'apprentissage : possibilités éducatives hors des processus d'apprentissage formalisés et hors des institutions éducatives traditionnelles d'enseignement
- apprentissage multimédia et interactif autocontrôlé
- internationalisation : par exemple augmentation de la reconnaissance réciproque internationale des diplômes
- évolution du rôle de celui qui apprend, appelé à devenir de sa propre initiative un chercheur : passer de récepteurs passifs de contenus prédonnés d'apprentissage à des créateurs actifs de procédés d'apprentissage
- substitution de nouvelles approches aux méthodes transmises d'apprentissage.

Le *Arab Human Development Report 2003* et la *Bildungs-Delphi* s'inscrivent dans la tradition d'un discours normatif et prescriptif de la société du savoir, qui cherche non seulement à décrire un ordre social mais également à l'orienter, et ils reflètent la perception optimiste du progrès de la science, attachée à ce concept. Il est probablement à mettre sur le compte de l'insuffisante réflexion sur les introjections optimistes du progrès contenues dans le concept de société du savoir, précisément dans des champs d'application proches de la politique, ceux de l'enseignement et de la recherche notamment, que trop peu d'attention soit consacrée aux formes croissantes de non-savoir, à l'augmentation de savoir contradictoire et incohérent, à la dévaluation accélérée du savoir ainsi qu'à l'existence des cultures et des domaines de la société rétifs au savoir. <sup>54</sup>

48 Rosenblatt, éd., *Bildung in der Wissensgesellschaft*, op. cit. (note 45).

49 *Ibid.*, p. 19.

50 *Ibid.*, p. 20.

51 *Ibid.*, p. 21.

52 *Ibid.*, p. 19.

53 *Ibid.*, p. 25.

54 Sheldon Ungar, « Misplaced metaphor : A critical analysis of the knowledge society », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 40, n° 3, 2003, p. 331-347.

Quelle valeur, peut-on alors se demander, le concept de société du savoir possède-t-il pour l'analyse d'ordres et de processus sociaux, si l'on prend pleinement compte de la critique de ce concept ? Une réponse possible à cette question serait que les critiques et débats autour de la société du savoir et de concepts approchants, pourraient donner de nouvelles impulsions aux projets de recherche qui n'appliquent pas ce concept de manière empirique. Car les acteurs étudiés eux-mêmes critiquent la programmatique souvent non assumée de la politique du savoir si bien que le concept scientifique devient un concept empirique. A travers les représentations culturelles de la science et de son prétendu opposé se négocient en réalité des idées de « scientification » et de « déscientification ».<sup>55</sup> Enfin le pouvoir d'interprétation des experts ainsi que l'interaction des savoirs scientifique et non scientifique, s'avèrent pertinents dans des contextes très différents. En somme, une analyse qui appréhende les débats sur la société du savoir comme une représentation de l'ordre social, ouvre de nouvelles perspectives sur ces processus-mêmes. C'est ici que l'approche interdisciplinaire se révèle particulièrement féconde : d'une part par les réflexions mutuelles des champs concrets de recherche les uns sur les autres et d'autre part par la réflexion critique sur la production propre de savoir.

---

55 Vogel, « Von der Wissenschafts- zur Wissensgeschichte. », *op. cit.* (note 27), p. 657–658.

## Commentaire

### Remarques sur quelques problèmes liés aux concepts de savoir, d'ordre et de société – et à leur analyse (ou rhétorique) combinatoire

Le document de travail qui précède montre de manière exemplaire le caractère fécond et critique du concept de représentation tel qu'il est utilisé dans le cadre de l'Unité de recherche « Représentations d'ordre sociaux en mutation » : le diagnostic dressé par les sciences sociales, selon lequel les sociétés modernes ont évolué, passant de sociétés industrielles à des sociétés du savoir, y est interprété comme une *représentation*, ayant à la fois des fonctions descriptives et prescriptives. Selon cette thèse plausible, une société qui a appris à se décrire elle-même comme une « société du savoir », accorde de l'importance à d'autres phénomènes sociaux et culturels, se construit d'autres passés et d'autres futurs, favorise d'autres décisions politiques et propage d'autres représentations de l'ordre qu'une société qui se décrit par exemple comme une société agraire ou industrielle. L'audace du concept de représentation – si l'on peut accorder à un concept une telle valeur performative – réside également dans l'association entre un intérêt descriptif propre aux sciences humaines d'une part et des objectifs d'abstraction propres aux sciences sociales d'autre part : comprendre les diagnostics de la « société de la connaissance » comme des représentations, permet de mettre en évidence comment les sociétés modernes, se servent de ce concept et de concepts approchants, comme d'une *force productive*, pour agir sur elles-mêmes de manière réflexive ; à titre d'exemples sont cités dans le document de travail dont je propose ici un commentaire, des documents stratégiques et de l'Union Européenne<sup>1</sup> et du Bureau régional pour les États arabes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD/BREA).<sup>2</sup>

Il s'agit ici de formations stratégiques des sociétés modernes, qui, à l'aide des sciences politiques et sociales, cherchent à se décrire comme « sociétés du savoir ». Cela implique donc une pratique de classification des formations sociétales en fonction d'ères historiques, conforme aux théories évolutionnistes : selon elles, les formes sociales *continuent* de se développer de manière évolutive, en se superposant les unes aux autres : les formes les plus anciennes sédimentent en étant recouvertes – parfois de manière incomplète – par les nouvelles. La « rhétorique du progrès » implicitement à l'œuvre ici ainsi que l'ethnocentrisme latent de ces diagnostics dressés par la sociologie et la politologie font l'objet, dans le document de travail, d'une critique pertinente. Et en guise d'antidote à cette rhétorique, l'équipe d'auteurs adopte le *regard ethnologique* comme une approche *faisant apparaître d'autres formes de savoir et d'autres pratiques d'accès au savoir*. Lors d'une récente conférence, le sociologue Ulrich Beck a insisté sur le caractère fécond de ce tournant

1 Ulrike Felt, Brian Wynne *et al.*, *Taking European Knowledge Society Seriously. Report of the Expert Group on Science and Governance to the Science, Economy and Society Directorate, Directorate-General for Research, European Commission*, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 2007 ; disponible en version électronique sous le lien : [http://ec.europa.eu/research/science-society/document\\_library/pdf\\_06/european-knowledge-society\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/research/science-society/document_library/pdf_06/european-knowledge-society_en.pdf) (consulté le 7.12.2009).

2 *Arab Human Development Report 2003. Building a knowledge society*, éd. par United Nations Development Programme, Regional Bureau for Arab States (UNDP/RBAS) & Arab Fund for Economic and Social Development, New York, UNDP/RBAS ; *n.d.t.* : disponible en version électronique sous le lien : <http://www.arab-hdr.org/publications/other/ahdr/ahdr2003e.pdf> (consulté le 3.4.2011).

ethnologique-comparatiste pour la science sociale précisément : selon lui, les sociétés occidentales ne peuvent se comprendre elles-mêmes que « si nous nous < déprovincialisons >, c'est-à-dire, si nous apprenons à nous connaître par les yeux des autres conformément à la méthode sociologique. »<sup>3</sup> C'est en ce sens que le texte ci-dessus s'intègre tout à fait dans le projet de l'Unité de recherche « Représentations d'ordres sociaux en mutation » en rendant féconde la comparaison intertemporelle et interculturelle : les auteurs *déprovincialisent* ainsi des représentations des (concepts d') ordres sociaux.<sup>4</sup>

Une telle déprovincialisation de la représentation de la « société du savoir » pourrait être poussée un peu plus loin encore que dans la critique que font les auteurs du concept de « société du savoir ». Ainsi l'on peut interroger les hypothèses implicites, éventuellement « ethnocentriques », contenues dans les concepts de *savoir*, d'*ordre social* et de *société* – et se demander comment ces hypothèses peuvent être relativisées. Je voudrais proposer dans ce qui suit de mettre au centre des réflexions non pas le « savoir », mais plutôt les *habitudes de pensée*, de même, l'on pourrait préférer au concept d'« ordre », l'idée de *mettre de l'ordre*, et à celui de « société », l'idée de *formes de socialité*. Il en résulterait ainsi la question intéressante suivante : *comment et quelles habitudes de pensée peuvent mettre de l'ordre dans de (nouvelles) formes de socialité ?* Cette question ne peut toutefois être traitée dans le cadre de ce commentaire.

### « Société du savoir » ou « capitalisme cognitif » ?

La proposition d'appréhender les évolutions actuelles observées sous le mot-clé de *capitalisme cognitif* – comme un groupe de sociologues français le proposèrent pour la première fois en 2001<sup>5</sup> – semble plus intéressante encore que la thèse selon laquelle le savoir serait de plus en plus la source de production la plus importante – idée défendue entre autres par Daniel Bell, Nico Stehr et d'autres. Si cette proposition semble plus stimulante, c'est surtout parce qu'ici le rapport entre nouvel ordre social et nouvelles manières de mobiliser le savoir est problématisé. Comme le formulait l'un des auteurs de ce groupe – encore très marqué par la pensée en termes d'ères, propre à la sociologie moderne – « A notre avis, il s'agit [avec la phase d'éclosion du capitalisme cognitif, SB] d'une nouvelle grande transformation ; le néolibéralisme et la *nouvelle économie* n'en sont que les signes précurseurs. »<sup>6</sup> L'intérêt de cette proposition réside également dans le fait de mettre au centre de l'analyse non pas le « savoir » mais le « travail » et ses conditions transformées : « Dans le capitalisme cognitif, le « travail vivant » doit, pour pouvoir produire des biens, avoir accès aux machines (hardware), aux programmes (software), au réseau (netware) tandis que les

3 Ulrich Beck, *Deprovinzialisierung der Gesellschaftstheorie – Frankfurter Rede vom Dezember 2009*, Francfort-sur-le-Main, 2009, p. 2.

4 Cf. sur le concept de provincialisation Dipesh Chakrabarty, *Provincialiser l'Europe : la pensée postcoloniale et la différence historique*, trad. de l'américain par Olivier Ruchet & Nicolas Vieillescazes, Paris, Éd. Amsterdam, 2009.

5 A. Corsani, P. Dieuaide, M. Lazzarato, J.-M. Monnier, Y. Moulner Boutang, B. Paulré, C. Vercellone, *Le capitalisme cognitif – comme sortie de la crise du capitalisme industriel. Un programme de recherche*, Paris, MATISSE (Modélisation Appliquée, Trajectoires Institutionnelles, Stratégies Socio-Économiques), Unité Mixte de Recherche CNRS, Université de Paris 1, 2001 ; *n.d.t.* : <http://matisse.univ-paris1.fr/doc2/capitalisme.pdf> (consulté le 7.12.2009).

6 Yann Moulner-Boutang, « Marx in Kalifornien : Der dritte Kapitalismus und die alte politische Ökonomie », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, vol. 52–53, 21ème Décembre 2001, p. 29–37, notamment p. 37.

conditions de l'épanouissement des activités neuronales des « nouveaux travailleurs » doivent être assurées. »<sup>7</sup> Le *netware* ne décrit pas ici l'infrastructure technologique d'ordinateurs en réseau et de stockage de données mais une nouvelle « forme de répartition < souple > des tâches, se manifestant par la *mobilisation collective de l'attention, de la mémoire et des affects*, qui caractérisent la nature extraordinairement diversifiée des relations et des interréactions ». <sup>8</sup>

La conclusion que tirent les auteurs de leur analyse en est l'implication régulatrice :

Ce libre accès [des travailleurs cognitifs aux hard-, soft- et netware, SB] présuppose d'autres structures de propriété. Il s'agit de parvenir *au même moment et ensemble* à des informations, à des connaissances, pour produire d'autres connaissances. [...] Les différentes formes de participation des travailleurs, par l'option sur actions ou autres formes de participation, ne sont que les symptômes de ce mouvement. Il s'ensuit une permanente *dé légitimation de la propriété privée*, comprise comme pouvoir qui restreint l'accès à l'utilisation et ne peut pas équilibrer le triomphe tapageur du « marché ». <sup>9</sup>

Les caractéristiques des nouveaux régimes de travail et de propriété seraient donc les suivantes : une dé légitimation de la propriété privée du savoir et de ses infrastructures (de stockage), comme cela est fixé par exemple dans les réglementations législatives en matière de brevets d'invention<sup>10</sup> et, s'y substituant, la propagation de l'*open access* et d'un mode collectiviste du travailler-ensemble, contournant les formes fordistes de la division du travail. Dans une optique d'histoire culturelle, ce sont avant tout les effets pronostiqués d'une *mobilisation inédite de l'attention, de la mémoire (culturelle) et de ses formes de stockage ainsi qu'une nouvelle formation des affects*, qui devraient attirer l'attention des analystes.

L'élément déterminant de cette argumentation est l'idée que les nouvelles formes de travail requièrent un ordre social et un régime disciplinaire inédits. Car, comme le souligne Moulier Boutang, le « contrôle de la < coopération des cerveaux > ne peut pas être assuré de la même façon que dans les conditions du *fordisme* et du *taylorisme* ». <sup>11</sup> Toutefois le texte ne répond pas à la question de savoir à quoi ressemble ce nouveau pouvoir disciplinaire qui doit rendre possible et contrôler des créativités collectives. Seule est esquissée l'idée que l'individualisation renforcée et l'intériorisation accrue de « l'exigence de coopérativité » seraient centrales. Ce qui ressort toutefois clairement de l'analyse de Moulier Boutang, est que le savoir ne doit pas être analysé comme un « produit », comme un « objet » (c'est-à-dire « qui résiste » dans le sens étymologique, *n.d.t.*) isolé, circulant librement dans des médias de stockage, mais qu'il faut étudier l'économie politique du capitalisme cognitif. Or celui-ci mettrait fondamentalement en question non seulement les ordres sociaux et les représentations d'ordres sociaux traditionnels mais aussi leur lien à des concepts traditionnels de la *société* définis dans le cadre des Etats-nations.

7 *Ibid.*, p. 36.

8 *Ibid.*, p. 35 (souligné par l'auteur SB).

9 *Ibid.*, p. 36 (souligné par l'auteur SB).

10 Cf. Stefan Beck, « Probleme der Privatisierung von Wissen », in *Internationalisierung von Wissen. Multidisziplinäre Beiträge zu neuen Praxen des Wissenstransfers*, éd. par G. Koch, St. Ingbert, Röhring Universitätsverlag, 2006, p. 91–125.

11 Moulier-Boutang, « Marx in Kalifornien », *op. cit.* (note 6), p. 31.

## Plutôt que société, des socialités en réseaux ?

Ici, Moulrier Boutang et ses collègues reprennent à leur compte une critique qui circule depuis un certain temps dans la sociologie internationale : la société – ainsi l’explique le sociologue et spécialiste d’anthropologie culturelle, Manfred Faßler – aurait été inventée tout comme le télescope, la poudre noire, la télécommunication ou la téléprésence. La « société » serait devenue entre les 17<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> siècles le « modèle d’organisation pour l’ordre général » (« Organisationsmodell für Allgemeines ») et le « monopole de l’ordre collectif » (« Ordnungsmonopol des Kollektiven »).<sup>12</sup> Faßler nomme cela l’ère du « temps de la société », où l’« arrogance de la pensée en terme de société » aurait dominé.<sup>13</sup> Au regard des transformations technologiques, de la « mondialisation » croissante et d’un capitalisme qu’il convient de décrire de plus en plus comme « cognitif », il serait nécessaire, selon lui, de réfléchir à la possibilité de différenciations sociales *sans* société, à l’individualité, à la coordination, à la coopération et aux liens sociaux *sans* société. La provocation sociologique consisterait d’après Faßler, à devoir réfléchir aux « systèmes de régulation sans société ».<sup>14</sup>

Cette critique radicale du concept de société si central pour les sciences sociales et fondateur de leur « identité cognitive » (« kognitive Identität »)<sup>15</sup> est naturellement très controversée. Ulrich Beck lui-même, cité plus haut, pourtant l’un des sociologues les plus critiques envers la sociologie, ne souhaite pas réaliser cet adieu volontariste : « Le but de la critique du nationalisme méthodologique [des méthodes orthodoxes de la sociologie occidentale, SB] ne peut pas être d’éliminer, avec le « modèle du container » de société constituée comme Etat-nation le concept de société lui-même (comme le défendent pour des raisons différentes John Urry, Bruno Latour et Thomas Schwinn). »<sup>16</sup> Il est fort compréhensible que cette inquiétude liée à la crise du concept de société soit bien répandue chez les sociologues. Car elle implique en effet une véritable crise de l’autodescription de la « société » et ainsi – si l’on argumente dans le sens de la théorie des représentations – une crise de la société elle-même. Le fait que la sociologie soit, aux plans théorique et conceptionnel, mal préparée à analyser la régulation sans Etat et les systèmes de régulation sans société, semble pourtant plus important. Il est tout-à-fait possible d’interpréter cela comme une « vengeance de la pensée moderniste-évolutionniste » : si la « société » est appréhendée comme la forme la plus développée de la socialité humaine, alors les « processus de désocialisation » ne peuvent être décrits que comme des retards, des « rechutes » aux formes pré-modernes du social. Les ethnologues n’ont pas ce problème (mais ils en ont bien d’autres) : car leur marque de fabri-

12 Manfred Faßler, *Nach der Gesellschaft. Infogene Welten – anthropologische Zukünfte*, Munich, Wilhelm Fink, 2009, p. 79.

13 *Ibid.*, p. 83.

14 *Ibid.*

15 Wolf Lepenies, « Einleitung. Studien zur kognitiven, sozialen und historischen Identität der Soziologie », in *Geschichte der Soziologie. Studien zur kognitiven, sozialen und historischen Identität einer Disziplin*, éd. par Wolf Lepenies, traductions par Wolf-Hagen Krauth, vol. 1, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1<sup>re</sup> éd. 1981, p. I-XXXV.

16 Ulrich Beck, *Deprovinzialisierung*, *op. cit.* (note 3), p. 5. *N.d.t.* Ulrich Beck déploie sa critique du nationalisme méthodologique plus en détail dans le chapitre « Critique de l’optique nationale et du nationalisme méthodologique » de son livre *Qu’est-ce que le cosmopolitisme ?*, trad. de l’allemand par Aurélie Duthoo, Paris, Flammarion-Aubier, 2006, p. 51–69, notamment p. 57.

que est précisément d'étudier en détail les « *systèmes de régulation sans société* » et de pouvoir présenter une profusion de résultats empiriques, accumulés au cours de leur longue histoire disciplinaire où, précisément, la régulation et l'ordre social ne présupposent pas l'existence d'une « société ». Cela explique peut-être aussi pourquoi les méthodes anthropologique et ethnologique ont pu bénéficier dans les dernières années d'une attention internationale accrue parmi les sociologues.

## « Savoir » et formes de socialité – Savoir et ordre social

Dans l'anthropologie culturelle américaine et les anthropologies sociales britannique et scandinave, le savoir est avant tout conceptualisé et étudié comme *savoir commun*<sup>17</sup> ou *savoir de tous les jours* (*Alltagswissen*), ce qui se rapproche de la conception du « savoir en tant que pouvoir d'action sociale » de Nico Stehr ; ou comme *sens commun*, c'est-à-dire dans le sens d'une « intelligence au quotidien de comment le monde fonctionne », comme le fait par exemple le spécialiste d'anthropologie sociale de Harvard, Michael Herzfeld. Le *savoir de tous les jours* compris comme *sens commun* ne doit cependant être ni *commun* (partagé par tous les êtres humains) ni faire *sens* indépendamment du contexte culturel ou situationnel. Mais ce savoir de tous les jours est souvent perçu comme dénué de cohérence (logique) et immunisé contre le doute (rationnel). Dans tous les cas le savoir, tout comme les pratiques de savoir observées, est très classifié. A cet égard le fait que les formes de savoir pour lesquelles s'intéresse l'anthropologie sociale et culturelle, soient constamment liées à l'expérience sensible et directement à des actions pratiques, retient particulièrement l'attention dans les approches récentes. Cela est notamment le cas du *savoir tacite* (*tacit knowledge/knowing*)<sup>18</sup> ou savoir pratique<sup>19</sup>, non discursif, non formalisé, non justifiable par l'argumentation ; cette approche se distancie ainsi tout aussi clairement des définitions proposées par la philosophie ou la sociologie du savoir. C'est également le cas du concept de *savoir incorporé* (*embodied knowledge*),<sup>20</sup> désignant le savoir appris, transmis et modifié en situation ou dans l'accomplissement d'actions concrètes.

Ce concept du savoir proposé par l'anthropologie culturelle et sociale est processuel, lié à des expériences et des pratiques. Dans cette optique, l'objet d'étude ne concerne pas les éléments et stocks de savoir abstrait mais la naissance, la performance et la transformation du savoir dans

17 *N.d.t.* Le terme *savoir commun* s'inspire de la terminologie établie par le traducteur Michel Audet dans sa traduction de l'ouvrage du sociologue anglais Anthony Giddens, *The Constitution of Society : Outline of the Theory of Structuration*, Cambridge, Polity Press, 1984 ; voir : Anthony Giddens, *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, trad. par Michel Audet, Paris, Presses universitaires de France, 1re éd. 1987, p. 400 et s. Tandis que *savoir des tous les jours* est plus proche du terme allemand *Alltagswissen*, qui est utilisé ici.

18 Cf. Giddens, *The Constitution of Society*, *op. cit.* (note 17) ; (*n.d.t.* Dans la traduction française le terme anglais *tacit knowledge*, qu'emploie Giddens, est traduit par *conscience pratique* ; voir : *id.*, *La constitution de la société*, *op. cit.* (note 17). Et pour *tacit knowing*) : voir Michael Polanyi, *The Tacit Dimension*, Garden City, N.Y., Doubleday, 1966.

19 Stephen Turner, *The Social Theory of Practices. Tradition, Tacit Knowledge and Presuppositions*, Cambridge, Polity Press, 1994.

20 Défendu par ex. par Maurice Bloch, « What goes without saying. The conceptualization of Zafimaniry society », in *Conceptualizing Society*, éd. par A. Kuper, Londres & New York, Routledge, 1re éd. 1992, p. 127–146, ou Jean Lave, « The practice of learning », in *Understanding Practice. Perspectives on Activity and Context*, éd. par Seth Chaiklin *et id.*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 3–34.

l'accomplissement d'une action, que cela se fasse en laboratoire ou au « quotidien ». Ce que l'on considère alors comme essentiel, c'est encore l'intégration de pratiques de savoir dans des contextes matériels et sociaux donnés – ce qui, dans le récent débat animant les sciences sociales et marqué par l'influence de Foucault, est désigné par *assemblage*.<sup>21</sup>

Cette orientation de la discipline vers les *pratiques* du savoir et leurs contextes socio-matériels respectifs a une genèse historique spécifique : les débuts de l'histoire disciplinaire de l'ethnologie, aux 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles, furent en effet marqués par l'intérêt pour les systèmes et formes de savoir non-occidentaux (comme, par exemple, les pratiques magiques), auxquelles il était pourtant rare que l'on accorde le statut de savoir (qui était exclusivement réservé à la rationalité scientifique). Lors de la transition vers des approches modernes de la discipline, dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, cette distinction entre « savoir scientifique » et « pseudo-savoir » fut écartée au profit d'autres distinctions. Il s'agissait dès lors pour l'ethnologie de comprendre la rationalité – dans le sens d'une fonctionnalité sociale – de comprendre les explications du monde prétendument irrationnelles, de faire progresser l'analyse des logiques propres de systèmes de savoir culturellement étrangers, non-occidentaux en particulier, et d'étudier le savoir relevant du *sens commun* des acteurs sociaux dans les cultures contemporaines, de plus en plus aussi, dans les propres sociétés occidentales. Depuis les années 1980, l'application aux cultures d'experts et d'élites des sociétés modernes de cette perspective développée dans le cadre de l'étude des « pratiques de savoir indigènes », s'est révélée très féconde.

Les anthropologies sociale et culturelle se distinguent par la focale qu'elles adoptent, portant non pas sur les dimensions individuelles du savoir (expérience, perception, pensée), mais sur les formations des *savoirs culturels* (*cultural knowledges*) spécifiques aux groupes (sociaux, ethniques, typiques d'une classe ou représentant un style de vie). Cette approche ethnologique a pu ainsi exercer une influence décisive sur les récentes recherches consacrées à la science; l'insistance sur le fait que les pratiques de savoir dépendent de conditions matérielles et ont une dimension interactive, rend cette perspective particulièrement intéressante pour les enquêtes empiriques.

## L'anthropologie du savoir implicite de Ludwik Fleck

Les travaux de Ludwik Fleck marqués – implicitement du moins – par les perspectives ethnologiques sur le travail savant, révèlent bien aussi l'aspect fécond de ces approches. Prenant pour exemple l'introduction effective de la réaction de Wassermann (d'après la méthode Bordet-Gengou, *n.d.t.*) pour le dépistage de la syphilis,<sup>22</sup> Fleck a défendu la thèse que la connaissance scientifique n'est pas seulement largement déterminée par la matérialité des objets et des moyens de connaissance mais que l'élaboration de la connaissance elle-même transformerait celui qui élabore la connaissance en l'adaptant « de manière harmonieuse avec la connaissance qu'il est en train

21 Cf. Stephen J. Collier & Aihwa Ong, « Global assemblages, anthropological problems » in *Global Assemblages. Technology, Politics, and Ethics as Anthropological Problems*, éd. par *id.*, Malden & Oxford, Blackwell Publishing, 2005, p. 3–21, et George E. Marcus & Erkan Saka, « Assemblage », *Theory, Culture & Society*, vol. 23, n° 2–3, mai 2006, p. 101–106.

22 August von Wassermann, Albert Neisser & Carl Bruck, « Eine serodiagnostische Reaktion bei Syphilis », *Deutsche Medizinische Wochenschrift*, vol. 48, 1906, p. 745–746.

d'acquérir ».<sup>23</sup> Selon Fleck ce sont les interactions sociales des chercheurs dans un champ où ils travaillent en commun qui, par le biais des validations et critiques réciproques, créent un *style de pensée* (*Denkstil*). Pour le souligner, Fleck reprend le bon mot de Ludwig Gumplowicz, tirée de son *Précis de sociologie* : « ce qui pense dans l'homme, ce n'est pas *lui* mais sa communauté sociale ». <sup>24</sup> Il ne se contente pas pour autant d'une perspective idéaliste ou interactionniste, pour lui, c'est aussi l'environnement matériel de l'homme qui forme sa pensée. Par conséquent, c'est le dépassement des résistances matérielles qu'opposent aux chercheurs les dispositifs expérimentaux et les objets de recherche, qui contribue à former un style partagé de pensée et d'action, adapté aux problèmes étudiés.<sup>25</sup> Et c'est ce *style de pensée* (*Denkstil*) qui déterminerait ce qui vaudrait comme « savoir » et fixerait ce qui vaudrait de manière générale comme « digne d'être su » (« wissenswert »).

Seules les notes de bas de pages font référence, chez Fleck, aux discussions ethnologiques des années 1920, mais elles ne sont pas *insérées* au centre de l'argumentation. Si l'on adopte une optique ethnologique, les parallèles sont pourtant très clairs : l'analyse de la médecine et de ses pratiques de savoir par Fleck recouvre largement l'intérêt que témoignent les spécialistes de l'anthropologie sociale et culturelle pour le savoir. Ainsi Fleck plaçait déjà dans le berceau de l'ethnologie l'intérêt pour :

- les systèmes de significations culturelles et les cosmologies ainsi que les connaissances indigènes spécifiques d'expert (liées par exemple à la météorologie, à l'écologie, à la pharmacologie)
- les ordres de savoir dans lesquels ils sont produits, transmis et transformés et
- les formes symboliques dans lesquelles ils sont stockés, traduits en pratiques et communiqués (et rendus ainsi accessibles à l'observation anthropologique).

Manfred Faßler, cité plus haut, formule cela de manière encore plus conséquente : selon lui, le savoir n'est présent que dans *l'habitude d'une détermination tactile, visuelle et émotionnelle de la réalité et du sens*. C'est seulement par le biais de standards, de règles et de modèles appris culturellement que les expériences ou pensées individuelles peuvent, selon lui, être transformées en savoir.

<sup>23</sup> Ludwik Fleck, *Genèse et développement d'un fait scientifique*, trad. de l'allemand par Nathalie Jas, Paris, Les Belles Lettres, 2005, p. 95–171, notamment p. 153.

<sup>24</sup> (*N.d.t.*, *ibid.*, pp. 85 et s.) ; Louis [Ludwig] Gumplowicz, *Précis de sociologie*, trad. par Charles Baye, Paris, L. Chailley, 1896, p. 274 ; (*n.d.t.*, disponible en version électronique sous le lien : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k758433> (consulté le 5.4.2011)). Il est intéressant de noter que Gumplowicz développe sa thèse en discutant les réflexions du juriste de Tübingen Gustav (von) Rümelin, notamment son article « La notion d'une loi sociale », in *id.*, *Problèmes d'économie politique et de statistique*, trad. par Ar. Riedmatten, Paris, Guillaumin et Cie, 1896, p. 1–29 ; (*n.d.t.*, disponible en version électronique sous le lien : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k57834555/f9.image> (consulté le 5.4.2011)). Original allemand : *id.*, « Über den Begriff eines sozialen Gesezes. Eine akademische Antrittsrede », *Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft*, vol. 24, n° 1, 1868, p. 129–150. Fleck lui-même emprunte ce point de vue de « seconde main » à un article de Wilhelm Jerusalem, « Die soziologische Bedingtheit des Denkens und der Denkformen », in *Versuche zu einer Soziologie des Wissens*, éd. par Max Scheler, Munich & Leipzig, Duncker & Humblot, 1924, p. 182–207 ; (*n.d.t.*, ici p. 182). Cette estafette de la sociologie du savoir, qui a son origine dans une argumentation ethnologique primitiviste de Rümelin, ne peut pas être développée plus avant ici.

<sup>25</sup> Fleck, *Genèse et développement*, *op. cit.* (note 23), p. 148 et s.

Le savoir doit ainsi, dit-il, *être mis en évidence de manière interactive dans les opérations coopératives d'acteurs individuels*. Pour cela, Faßler définit le concept – dont je pense qu'il peut être utile – d'*habitudes de pensée*, qu'il faudrait explorer comme des contextes d'apparition du savoir », « comme des programmes de génération du savoir ». <sup>26</sup> Finalement, Faßler conçoit ici le modèle d'une *socialité participative* qui se distingue clairement d'autres formes de socialité reposant sur le contrôle, la surveillance et l'instauration de pouvoirs disciplinaires opérant de manière micrologique. A la question de Moulier Boutang de savoir comment la coordination et le contrôle social des cerveaux créateurs pourraient être garantis, c'est-à-dire *comment l'ordre après l'ère de la société* serait possible Manfred Faßler répond en s'inspirant, il me semble, de la théorie de l'émergence : l'ordre émerge au-dessus des individus coopérants, par le biais de l'auto-organisation. Cette pensée, où la *participation* est présentée, comme facteur créateur d'ordre, contre le *contrôle*, se trouve également, c'est à souligner, dans des concepts de l'ethnologie et de l'anthropologie sociale.

## Le lien entre cosmologies – ordre social – et savoir

Lucien Lévy-Bruhl par exemple se pencha sur la question de savoir comment sont liés les ordres sociaux, les cosmologies et les concepts de la « personnalité » dans différents groupes sociaux. <sup>27</sup> Au centre de son argumentation se trouve l'idée que, dans les « sociétés primitives », le rapport entre l'individu et le collectif est appréhendé différemment que dans les sociétés modernes occidentales :

La notion de société elle aussi est entièrement différente pour l'esprit primitif. La société n'est pas seulement composée des vivants mais aussi des morts, qui continuent de « vivre » quelque part aux alentours et prennent une part active à la vie sociale avant de mourir une seconde fois [...] les morts se réincarnent dans les vivants et, conformément au principe de la participation mystique, la société est autant fondue dans l'individu que l'individu l'est dans la société. <sup>28</sup>

D'après Lévy-Bruhl les représentations – ou cosmologies – collectives sont indissociablement couplées aux ordres sociaux. Lucien Febvre (1878–1956) reprit à son compte ces réflexions dans les *Annales* en avançant que, dans la France du 16<sup>ème</sup> siècle, la forme de vie apparue sous le règne des cosmologies chrétiennes, avait rendu impossible le style de pensée scientifique moderne : ainsi des adjectifs contrastifs tels que « absolu » ou « relatif », « abstrait » ou « concret » manquaient au vocabulaire et de la même façon des substantifs comme « causalité » et « régularité », « coordination » ou « classification » n'étaient pas disponibles. L'anthropologue sri-lankais Stanley Jeyaraja Tambiah a mis lui aussi en évidence ces différenciations :

[...] il est possible de distinguer au plan analytique, au moins deux orientations différentes vis-à-vis de notre cosmos, deux ordres de la réalité, que les femmes et les

<sup>26</sup> Faßler, *Nach der Gesellschaft*, op. cit. (note 12), p. 265.

<sup>27</sup> Lucien Lévy-Bruhl, *La mentalité primitive*, Paris, Félix Alcan, 2<sup>ème</sup> éd. 1922.

<sup>28</sup> (N.d.t. Ainsi Georges Gurvitch, « The sociological legacy of Lucien Lévy-Bruhl », *Journal of Social Philosophy*, vol. 5, n° 1, 1939, p. 61–70, ici p. 68, dans son commentaire de l'ouvrage de Lucien Lévy-Bruhl, *L'âme primitive*, Paris, Félix Alcan, 1927), cité par Stanley Jeyaraja Tambiah, *Magic, Science, Religion, and the Scope of Rationality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 86.

hommes peuvent expérimenter partout, même si le mélange spécifique, l'équilibre et la complémentarité peuvent varier entre les individus et les groupes à l'intérieur d'une culture, ainsi qu'entre les cultures en tant qu'entités collectives. Je définirais ces deux orientations, de *participation* versus *causalité*.<sup>29</sup>

La causalité serait donc le mode dominant dans les sociétés où la science moderne s'est développée et est devenue la façon dominante de réfléchir sur le monde : « La perspective scientifique implique une forme particulière de prise de distance, de neutralité affective et d'abstraction par rapport aux événements du monde. »<sup>30</sup> En revanche le mode de la participation serait précisément déterminé par la centralité de la communication sensorielle et affective – des actes performatifs de langage et de l'action rituelle. Les pratiques de savoir objectivantes en seraient le plus souvent exclues. Le pragmatisme américain se confronta aussi à la question posée par Tambiah (et par la longue série de penseurs anthropologues avant lui), du rapport entre forme de vie ou ordre social d'un côté et style de pensée ou rôle du savoir de l'autre – et il est intéressant de voir que des auteurs comme John Dewey et William James développèrent des points de vue très semblables au sien.

En conclusion, encore une fois une citation brève, issue de l'article, à mon sens excellent, de John Dewey *The Significance of the Problem of Knowledge (L'importance du problème du savoir)*, publié en 1897.<sup>31</sup> Dans cet article, il dessine un arc argumentatif, prenant naissance avec la philosophie antique, passant par la Renaissance et s'achevant sur les débats philosophiques actuels où, à la suite de Kant, l'on cherche à élucider la question fondamentale suivante : quel savoir et comment le savoir est-il possible ? Dewey estime que cette question est « épuisée » : tant que le savoir est considéré comme « fournisseur », c'est-à-dire comme miroir non problématique de la réalité, son rôle dans l'action ne peut être compris. Il s'agit plutôt selon lui d'appréhender le « savoir comme un énoncé d'action, cet énoncé étant nécessaire, en outre, pour le succès du déroulement de l'action » (« knowledge as a statement of action, that statement being necessary, moreover, to the successful ongoing of action »). La pointe de Dewey est la suivante : le rôle propre du « savoir scientifique » dans les sociétés modernes est à considérer selon lui comme une solution au dilemme entre exigences individuelles de liberté de l'individu moderne d'une part et conservation de la cohésion sociale – ou de l'ordre social –, d'autre part.

Le savoir scientifique ne règle pas, d'après Dewey, le problème de savoir ce qu'est la réalité mais contribue à la solution de problèmes spécifiques, générés socialement à l'époque moderne : avec la modernité serait apparu l'individu « libre » ainsi que le problème de la « reconstruction, de la réforme, de la réorganisation » des ordres sociaux.<sup>32</sup> Et c'est l'individu, dans la modernité, qui serait le garant de la civilisation. De là résulterait le problème suivant : « comment la civilisation peut-elle préserver sa valeur et sa signification intégrales propres si elle est subordonnée au pouvoir d'agir de l'individu au lieu d'exercer une domination suprême sur lui ». <sup>33</sup> Dewey à nouveau :

29 Tambiah, *Magic, Science, Religion*, op. cit. (note 28), p. 105.

30 *Ibid.*

31 John Dewey, « The significance of the problem of knowledge », in *id.*, *The Influence of Darwin on Philosophy and Other Essays in Contemporary Thought*, New York, Henry Holt & Company, 1910, p. 271–304, notamment p. 272, 297 et s.

32 *Ibid.*, p. 297–298.

33 *Ibid.*, p. 298.

« En admettant que le problème pratique de la vie moderne est le maintien des valeurs morales de la civilisation par le biais de l'intelligence et des décisions de l'individu, le problème est condamné d'avance à l'échec à moins que l'individu en remplissant sa tâche puisse travailler avec un outil défini et contrôlable. Cet outil est la science. »<sup>34</sup>

Si l'on suit Dewey, Tambiah, Faßler et d'autres, alors le savoir (scientifique) est bien plus qu'une force productive centrale assurant le fonctionnement économique des sociétés modernes (post-)industrielles. Ce ne sont pas les *contenus* de savoir qui sont, selon eux, déterminants mais les *pratiques* de savoir par lesquelles les êtres humains forment, transforment et corrigent ensemble des habitudes de pensée, sur le mode de la coopération. L'ordre naîtrait donc d'interactions, qui ne devraient plus être assujetties aux containers disciplinaires des Etats-nations – c'est-à-dire aux *sociétés*.

---

<sup>34</sup> *Ibid.*

## Bibliographie

- Barth, Fredrik, « An anthropology of knowledge », *Current Anthropology*, vol. 43, n° 1, 2002, p. 1–11.
- Beck, Ulrich, *Deprovinzialisierung der Gesellschaftstheorie – Frankfurter Rede vom Dezember 2009*, Francfort-sur-le-Main, 2009.
- Id.*, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, trad. de l'allemand par Aurélie Duthoo, Paris, Flammarion-Aubier, 2006.
- Id.*, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. de l'allemand par Laure Bernardi, Paris, Flammarion, 2001.
- Beck, Stefan, « Probleme der Privatisierung von Wissen », in *Internationalisierung von Wissen. Multidisziplinäre Beiträge zu neuen Praxen des Wissenstransfers*, éd. par G. Koch, St. Ingbert, Röhrling Universitätsverlag, 2006.
- Bell, Daniel, *The Coming of Post-industrial Society. A Venture in Social Forecasting*, New York, Basic Books, 1973. [Traduction française : *Vers la société post-industrielle*, trad. de l'anglais par Pierre Andler, Paris, Robert Laffont, 1976].
- Bloch, Maurice, « What goes without saying : The conceptualization of Zafimaniry society », in *Conceptualizing Society*, éd. par A. Kuper, Londres, Routledge, 1992.
- Bourdieu, Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Éd. de Minuit, 1980.
- Boyer, Dominic, « Visiting knowledge in anthropology : An introduction », *Ethnos*, vol. 70, n° 2, juin 2005 : *Theme Issue : Revisiting Knowledge in Anthropology*, p. 141–148.
- Burke, Peter, *A Social History of Knowledge. From Gutenberg to Diderot, Based on the First Series of Vonhoff Lectures Given at the University of Groningen (Netherlands)*, Cambridge, Polity Press, 2000.
- Chakrabarty, Dipesh, *Provincialiser l'Europe : la pensée postcoloniale et la différence historique*, trad. de l'américain par Olivier Ruchet & Nicolas Vieillescazes, Paris, Éd. Amsterdam, 2009.
- Collier, Stephen & Aihwa Ong, « Global assemblages, anthropological problems », in *Global Assemblages. Technology, Politics, and Ethics as Anthropological Problems*, éd. par *id.*, Malden & Oxford, Blackwell Publishing, 2005, p. 3–21.
- Conrad, Sebastian & Shalini Randeria, « Einleitung. Geteilte Geschichten – Europa in einer postkolonialen Welt », in *Jenseits des Eurozentrismus. Postkoloniale Perspektiven in den Geschichts- und Kulturwissenschaften*, éd. par *id.*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2002, p. 9–49.

- Corsani, Antonella *et al.*, *Le capitalisme cognitif comme sortie de la crise du capitalisme industriel. Un programme de recherche*, Paris, 2001, disponible en version électronique sous le lien : <http://matisse.univ-paris1.fr/doc2/capitalisme.pdf> (consulté le 7.12.2009).
- Crick, Malcom R., « Anthropology of knowledge », *Annual Review of Anthropology*, vol. 11, 1982, p. 287–313.
- Dewey, John, « The significance of the problem of knowledge », in *id.*, *The Influence of Darwin on Philosophy and Other Essays in Contemporary Thought*, New York, Henry Holt & Company, 1910, p. 271–304.
- Drucker, Peter F., *The Age of Discontinuity. Guidelines to Our Changing Society*, Londres, Heinemann, 1969. [Traduction française : *La grande mutation : vers une nouvelle société*, trad. de l'américain par Philippe Quoniam de Schompré, Paris, Éd. d'Organisation, 1970].
- Faßler, Manfred, *Nach der Gesellschaft. Infogene Welten – anthropologische Zukünfte*, Munich, Wilhelm Fink, 2009.
- Felt, Ulrike, Brian Wynne *et al.*, *Taking European Knowledge Society Seriously. Report of the Expert Group on Science and Governance to the Science, Economy and Society Directorate, Directorate-General for Research, European Commission*, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 2007 ; disponible en version électronique sous le lien : [http://ec.europa.eu/research/science-society/document\\_library/pdf\\_06/european-knowledge-society\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/research/science-society/document_library/pdf_06/european-knowledge-society_en.pdf) (consulté le 7.12.2009).
- Fleck, Ludwik, *Genèse et développement d'un fait scientifique*, trad. de l'allemand par Nathalie Jas, Paris, Les Belles Lettres, 2005.
- Fried, Johannes, *Das Mittelalter. Geschichte und Kultur*, Munich, C. H. Beck Verlag, 2008.
- Id.*, *Die Aktualität des Mittelalters. Gegen die Überheblichkeit unserer Wissenschaftsgesellschaft*, Stuttgart, Thorbecke, 2002.
- Geertz, Clifford, « Civilisations et savoir : fait et droit en perspective comparée », in *id.*, *Savoir local, savoir global : les lieux du savoir*, trad. de l'anglais par Denise Paulme, Paris, Presses universitaires de France, 1986, p. 207–290.
- Gibbons, Michael, Camille Limoges, Helga Nowotny *et al.*, *The New Production of Knowledge : The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, Londres, Sage, 1994.
- Giddens, Anthony, *The Constitution of Society : Outline of the Theory of Structuration*, Cambridge, Polity Press, 1984. [Traduction française : *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, trad. par Michel Audet, Paris, Presses universitaires de France, 1re éd. 1987].
- Goodenough, Ward H., « Navigation in the Western Carolines : A traditional science », in *Naked Science : Anthropological Inquiry into Boundaries, Power, and Knowledge*, éd. par Laura Nader, New York & Londres, Routledge, 1986, p. 29–42.
- Grasseni, Christina, éd., *Skilled Visions : Between Apprenticeship and Standards*, New York & Oxford, Berghahn, 2007.
- Gumplowicz, Louis [Ludwig], *Précis de sociologie*, trad. par Charles Baye, Paris, L. Chailley, 1896 ;

disponible en version électronique sous le lien : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k758433> (consulté le 5.4.2011).

Gurvitch, Georges, « The sociological legacy of Lucien Lévy-Bruhl », *Journal of Social Philosophy*, vol. 5, n° 1, 1939, p. 61–70.

Harris, Mark, *Ways of Knowing. Anthropological Approaches to Crafting Experience and Knowledge : New Approaches in the Anthropology of Knowledge and Learning*, New York & Oxford, Berghahn, 2007.

Hastrup, Kirsten, « Getting it right : Knowledge and evidence in anthropology », *Anthropological Theory*, vol. 4, n° 4, 2004, p. 455–472.

Herzfeld, Michael, *The Body Impolitic : Artisans and Artifice in the Global Hierarchy of Values*, Chicago, Chicago University Press, 2004.

Jasanoff, Sheila, Gerald E. Markle, James C. Petersen & Trevor Pinch, éd., *Handbook of Science and Technology Studies*, Londres, Sage, éd. refondue 1995.

Jerusalem, Wilhelm, « Die soziologische Bedingtheit des Denkens und der Denkformen », in Max Ferdinand Scheler, *Versuche zu einer Soziologie des Wissens*, Munich, Duncker & Humblot, 1924, p. 182–207.

Kaelble, Hartmut, « Die interdisziplinären Debatten über Vergleich und Transfer », in *Vergleich und Transfer. Komparatistik in den Sozial-, Geschichts- und Kulturwissenschaften*, éd. par Hartmut Kaelble & Jürgen Schriewer, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2003, p. 469–493.

Kübler, Hans-Dieter, *Mythos Wissensgesellschaft. Gesellschaftlicher Wandel zwischen Information, Medien und Wissen; eine Einführung*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 1re éd. 2005.

Lane, Robert E., « The decline of politics and ideology in a knowledgeable society », *American Sociological Review*, vol. 31, n° 5, 1966, p. 649–662.

Latour, Bruno & Steve Woolgar, *La vie de laboratoire : la production des faits scientifiques*, trad. de l'anglais par Michel Biezunski, Paris, Éd. la Découverte, 1993.

Lave, Jean, « The practice of learning », in *Understanding Practice. Perspectives on Activity and Context*, éd. par Seth Chaiklin et *id.*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

*Id.*, « The savagery of the domestic mind », in *Naked Science : Anthropological Inquiry into Boundaries, Power, and Knowledge*, éd. par Laura Nader, New York & Londres, Routledge, 1996, p. 87–100.

Lepenies, Wolf, « Einleitung. Studien zur kognitiven, sozialen und historischen Identität der Soziologie », in *Geschichte der Soziologie. Studien zur kognitiven, sozialen und historischen Identität einer Disziplin*, éd. par Wolf Lepenies, traductions par Wolf-Hagen Krauth, vol. 1, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1re éd. 1981, p. I-XXXV.

Lévy-Bruhl, Lucien, *L'âme primitive*, Paris, Félix Alcan, 1927.

*Id.*, *La mentalité primitive*, Paris, Félix Alcan, 2ème éd. 1922.

Marcus, G. E. & E. Saka, « Assemblage », *Theory Culture & Society*, vol. 23, n° 2–3, 2006, p. 101–106.

Matthiesen, Ulf, « Raum und Wissen. Wissensmilieus und Knowledge Scapes als Inkubatoren für zukunftsfähige stadtreionale Entwicklungsdynamiken? », in *Zur Kritik der Wissensgesellschaft*, éd. par Dirk Tänzler, Hubert Knoblauch & Hans-Georg Soeffner, Constance, UVK-Verlag, 2006, p. 155–188.

Moulier Boutang, Yann, *Le capitalisme cognitif : la nouvelle grande transformation*, Paris, Éd. Amsterdam, éd. augmentée 2007.

*Id.*, « Marx in Kalifornien : Der dritte Kapitalismus und die alte politische Ökonomie », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, vol. 52–53, 21 décembre 2001, p. 29–37.

Pahl, Hanno & Lars Meyer, édés, « Kognitiver Kapitalismus : Forschungsfelder und theoretische Zugänge », in *Kognitiver Kapitalismus : Soziologische Beiträge zur Theorie der Wissensökonomie*, éd. par Hanno Pahl & Lars Meyer, Marburg, Metropolis-Verlag, 2007, p. 7–24.

Pestre, Dominique, « Thirty years of science studies : Knowledge, society, and the political », *History and Technology*, vol. 20, n° 4, 2004, p. 351–369.

Polanyi, Michael, *The Tacit Dimension*, Garden City, N.Y., Doubleday, 1966.

Reid, Teddy & Sharen Traweek, édés, *Doing Science & Culture. How Cultural and Interdisciplinary Studies Are Changing the Way We Look at Science and Medicine*, Londres & New York, Routledge, 2000.

Richta, Radovan & collectif d'auteurs, édés, *La civilisation au carrefour*, trad. par Ludmilla Klimova & Jean-Louis Glory, Paris, Éd. Anthropos, 1969.

Rümelin, Gustav (von), « Über den Begriff eines sozialen Gesetzes. Eine akademische Antrittsrede », *Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft*, vol. 24, n° 1, 1868, p. 129–150. [Traduction française : « La notion d'une loi sociale », in *id.*, *Problèmes d'économie politique et de statistique*, trad. par Ar. Riedmatten, Paris, Guillaumin et Cie, 1896, p. 1–29 ; disponible en version électronique sous le lien : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k57834555/f9.image> (consulté le 5.4.2011)].

Rosenblatt, Bernhard von, éd., *Bildung in der Wissensgesellschaft. Ein Werkstattbericht zum Reformbedarf im Bildungssystem*, Münster, Waxmann, 1999.

Stehr, Nico, *Die Zerbrechlichkeit moderner Gesellschaften*, Weilerswist, Velbrück Wissenschaft, 2000.

*Id.*, « Les limites du possible. La postmodernité et les sociétés du savoir » (trad. de l'allemand par Sylvain Auclair), *Sociétés*, vol. 58, n° 4, 1997, p. 101–124.

*Id.*, *Arbeit, Eigentum und Wissen. Zur Theorie von Wissensgesellschaften*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1994.

Tambiah, Stanley Jeyaraja, *Magic, Science, Religion, and the Scope of Rationality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

Tänzler, Dirk, Hubert Knoblauch & Hans-Georg Soeffner, édés, *Zur Kritik der Wissensgesellschaft*, Constance, UVK, 2006.

Temimi, Abdeljelil, *Regards sur la société du savoir, les historiens et les élites dans les pays arabes*, Tunis, Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information (FTERSI), 1re éd. 2004.

Turner, Stephen, *The Social Theory of Practices. Tradition, Tacit Knowledge and Presuppositions*, Cambridge, Polity Press, 1994.

Ungar, Sheldon, « Misplaced metaphor : A critical analysis of the knowledge society », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 40, n° 3, 2003, p. 331–347.

United Nations Development Programme & Arab Fund for Economic and Social Development, *Arab Human Development Report 2003 : Building a Knowledge Society*, New York, UN-DP/RBAS, 2003 ; *n.d.t.* : disponible en version électronique sous le lien : <http://www.arab-hdr.org/publications/other/ahdr/ahdr2003e.pdf> (consulté le 3.4.2011).

Vogel, Jakob, « Von der Wissenschafts- zur Wissensgeschichte. Für eine Historisierung der Wissensgesellschaft », *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 30, 2004, p. 639–660.

Wang, Hong & David Thomas, « Different forms of knowledge and new Chinese skilled immigrants' adaptation to New Zealand's knowledge society », *International Social Science Journal*, vol. 60, n° 195, 2010, p. 85–95.

Wassermann, August von, Albert Neisser & Carl Bruck, « Eine serodiagnostische Reaktion bei Syphilis », *Deutsche Medizinische Wochenschrift*, vol. 48, 1906, p. 745–746.

Weingart, Peter, *Die Stunde der Wahrheit? Zum Verhältnis der Wissenschaft zu Politik, Wirtschaft und Medien in der Wissensgesellschaft*, Weilerswist, Velbrück Wissenschaft, 2001.